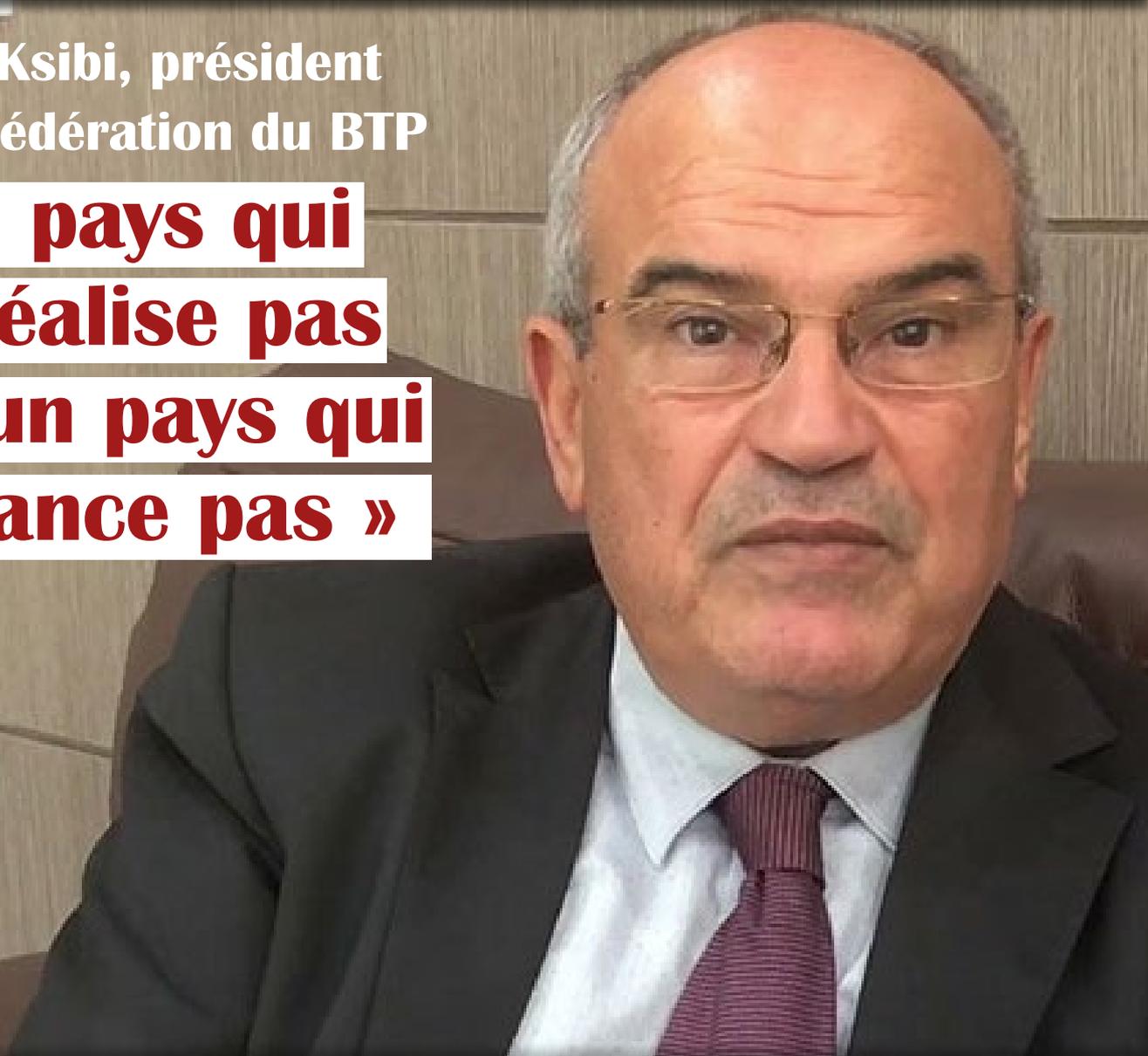


**Jamel Ksibi, président
de la Fédération du BTP**

**« Un pays qui
ne réalise pas
est un pays qui
n'avance pas »**



A LA UNE

Akram Gharbi
Fitch envoie un signal
d'espoir de l'amorce
d'un rétablissement
financier

ECO-FINANCE

BCT
Taux directeur
maintenu à 8%

ENTREPRISES

Banque
Est-ce enfin le bout
de tunnel pour la
Tunisian Foreign
Bank

CULTURE

Le Palais Ennejma Ezzahra
devient accessible à tous
Comment ?

Kia EV6. 100% électrique.



Movement that inspires

CITY CARS S.A/ CONCESSIONNAIRE Kia / 31, Rue des Usines ZI la Goulette-Kram/Tél : (216) 36 406 200.

Rejoignez nous sur nos pages :



ADRESSE :

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo
les Berges du Lac - Tunis
Tél. : (+216) 71 962 775
(+216) 71 962 617
(+216) 21 18 18 18
(+216) 20 313 314
(+216) 55 313 314
Fax : (+216) 71 962 429
Email : img@planet.tn
www.webmanagercenter.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali
Talal Bahoury

RÉDACTION

Ali Driss
Khmaies krimi
Hajer Krimi
Amani ibrahimi
Sarrah Boudali

PHOTOS

Anis MILI

DESIGN INFOGRAPHIE

Hynd GAFSI
Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies
Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

Prix : 4,90 Dinars

Abonnement annuel : 200 Dinars
(inclus 2 mois gratuits)

CopyRight

Internet Management Groupe - IMG



Akram Gharbi : Fitch envoie un signal d'espoir de l'amorce d'un rétablissement financier

Il y a lieu de s'en féliciter car Il s'agit d'un Up Grading, de 2 crans de notation, chose peu fréquente. En passant de CCC- à CCC+ on inclut l'échelon CCC. Néanmoins on reste dans la catégorie spéculative. Je parlerai d'une amorce de rétablissement financier.



Jamel Ksibi, président de la Fédération du BTP : « Un pays qui ne réalise pas est un pays qui n'avance pas »

Rares sont les fois où on voit un Jamel Ksibi (président de la fédération du BTP), inquiet. Le monsieur a toujours envisagé la vie avec optimisme, affichant une confiance inébranlable dans des lendemains meilleurs.



Tunisie : Croissance économique modeste prévue à 1,2 % en 2024

En Tunisie, la croissance devrait rester modeste, à 1,2 % en 2024 et 1,8 % en 2025, soutenue par une inflation plus faible, un déficit des transactions courantes qui se réduit et la poursuite des efforts de réforme, estime la BERD...



Cogitations africaines sur le chômage des diplômés

« Le chômage des diplômés en Afrique: pour un changement de paradigme », tel est le thème de l'université d'été et de la conférence académique internationale qu'organiserà, du 1er au 5 octobre à Hammamet, le consortium d'universités «African Centre for Career Enhancement & Skills Support» (Access).



BOURSE



AFRIQUE



ACTUALITÉS



«Terroirs de nos Régions» : Valorisation du patrimoine agroalimentaire

Face à l'intérêt croissant des consommateurs pour les produits du terroir, la Tunisie ambitionne, en misant sur la valorisation de son patrimoine agroalimentaire, à impulser un nouveau type de tourisme alternatif...



IDÉES & DÉBATS



SPORT



Le Musée du Bardo Accueille l'Exposition «Salammbô» : Un Événement culturel à ne pas manquer

L'exposition phare «Salammbô. De Flaubert à Carthage», dédiée au roman de Flaubert «Salammbô» débarque au Musée du Bardo de Tunis pour une période de trois mois, dernière étape d'un périple entamé en 2021 au Musée des Beaux-Arts de Rouen...



التجاري بنك
Attijari bank

Croire en vous

إننت أقوى

La force d'une entreprise en pleine croissance réside dans ses partenaires de confiance

Attijari bank est votre soutien inconditionnel à chaque étape de votre voyage entrepreneurial.

À Attijari bank, nous comprenons les défis auxquels toutes les petites et moyennes entreprises sont confrontées. C'est pourquoi nous nous engageons à être là pour vous avec des solutions adaptées et un accompagnement personnalisé. Nous vous offrons des formations gratuites, un réseau solide pour le networking, et surtout, une épaule sur laquelle vous pouvez compter.

www.attijaribank.com.tn



Akram Gharbi

Fitch envoie un signal d'espoir de l'amorce d'un rétablissement financier

L'Agence Fitch a rehaussé la notation souveraine de la Tunisie. Le pays se met à l'abri d'un crash financier imminent, soutient Akram Gharbi. La remontada ?

Entretien avec Akram GHARBI, Responsable Investissement Crédit, Chez Crédit Mutuel Asset Management.

Fitch relève la notation de la Tunisie de CCC- à CCC+ sans lui faire quitter la catégorie spéculative. Quelle est votre lecture des faits ?

Il y a lieu de s'en féliciter car il s'agit d'un Up Grading, de 2 crans de notation, chose peu fréquente. En passant de CCC- à CCC+ on inclut l'échelon CCC. Néanmoins on reste dans la catégorie spéculative. Je parlerai d'une amorce de rétablissement financier. En effet ce rehaussement de notation signifie que le pays s'éloigne du risque majeur d'un défaut imminent. Il se trouve que dans cette catégorie l'Agence n'émet pas de perspective mais le rapport d'accompagnement laisse croire à une appréciation positive.

 **«Selon Akram Gharbi, cette amélioration de la notation est une 'amorce de rétablissement financier' pour la Tunisie.»**

Sur quels éléments précis, l'agence a-t-elle adossé le rehaussement de notation ?

Le rapport de l'agence Fitch évoque trois éléments pertinents. Il cite que le pays a amélioré son solde extérieur. Par ailleurs il table sur un rebond de croissance avec 1,7% en 2025 et 1,8% en 2026. Outre que le pays a reçu 2,8 milliards de dollars US en 2024, dans le cadre de l'aide bilatérale ; et il est prévu qu'il reçoit un complément de 600

millions de dollars US d'ici la fin de l'année en cours, sans en préciser l'origine. Cela conforte la décision de l'Agence.

Le rehaussement de la notation a-t-il été bien accueilli par les marchés ? Est-ce que les CDS de la dette tunisienne ont baissé ?

Rappelons que les CDS, expriment le taux de prime d'assurance contre le défaut de paiement d'un émetteur. A la suite du rehaussement de notation, les CDS de la dette tunisienne sont passés de 11 à 10%.

En soi c'est un tout petit bonus. En réalité les marchés se voient confirmer dans leur opinion. L'agenda financier de la Tunisie prévoit la tombée d'une obligation d'un montant d'un milliard de dollars US en janvier 2025. Ainsi qu'une autre de 600 millions d'euros en juillet 2026. Et les marchés ont la quasi-certitude au vu de l'évolution du solde extérieur du pays que les deux échéances seront honorées. De ce fait les CDS tunisiennes sont de 20 % à échéance d'un an et demi et de 30% à 2 ans et demi.

C'est somme toute soutenable et il n'y a pas d'effet de panique sur les marchés quant au bon dénouement des deux tombées en vue. Ajouter à cela que la Tunisie est en passe d'améliorer ses finances publiques avec la

détente des marchés de matières premières.

Si en 2024 le pays affecte 95% de son PIB au règlement des salaires ainsi que des subventions et enfin du service de la dette, Fitch prévoit que cette proportion refluerait à 86% en 2026. Cela ne manquerait pas de soulager les finances publiques du pays.

 **«Le rapport de Fitch met en avant l'amélioration du solde extérieur et les perspectives de croissance de la Tunisie comme principaux facteurs de ce rehaussement.»**

Est-il plausible de voir les Agences Moody's et Standard & Poor's s'aligner sur la position de Fitch ?

A ma connaissance la Tunisie n'est pas notée par l'Agence S&P mais seulement par Moody's. D'ailleurs la notation de Moody's est de caa2. Elle est un cran en-dessous de la nouvelle notation de Fitch. Je ne peux anticiper une réaction de Moody's. Cependant si la Tunisie confirme sa reprise avec une baisse de l'inflation, le changement de perspective de stable à positive me semble tout à fait à portée.

«Les marchés ont réagi positivement à cette nouvelle, mais les défis restent nombreux pour la Tunisie.»

Tout en étant en appel de croissance la solvabilité du pays est résiliente. Comment envisager le retour du pays sur le marché de la dette ?

Il faut, de mon point de vue attendre le dénouement des élections présidentielles et connaître la nature des résolutions économiques qui suivront. Tout porte à croire qu'à l'instar de la Turquie et de l'Egypte, qui sont passés par une phase similaire à la phase actuelle que traverse la Tunisie, le pays saura engager les

réformes nécessaires. Cela aura pour effet, d'implémenter les mesures du FMI et d'atténuer ses conditionnalités. Et d'ailleurs l'opinion sera plus réceptive. Et les choses, suivront leur cours et le pays pourra acter son retour sur le marché de la dette internationale.

Le pays a fait des émissions, de maturité de deux ans en moyenne, sur le marché interbancaire de devises sur la place de Tunis. Cette solution est-elle durable et peut-elle germer une place financière internationale ?

Il s'agit, à mon avis, d'une solution temporaire, une manière de repousser l'échéance de la dette. De plus, si les fonds issus des

émissions ne sont pas utilisés pour rembourser cette dette, cela risque d'aggraver l'inflation. Ce n'est donc pas une solution optimale.

Les banques peuvent recycler l'émission auprès de particuliers mais cela reste, en soi, une échappatoire. L'opération s'inscrit dans un environnement domestique restreint, à l'intérieur du système bancaire national. Peut-elle demain déboucher sur la promotion d'une place financière internationale, je réserve ma réponse car cela ne répond pas au standard d'une place internationale.

Entretien conduit par Ali DRISS





Le REFA 2024, un tremplin pour l'énergie renouvelable en Afrique

La Tunisie abritera les 6 et 7 novembre 2024 la troisième édition du Forum des énergies renouvelables Afrique (REFA). Il s'agit d'un Forum annuel visant la promotion de l'investissement dans les énergies renouvelables sur le continent africain. Organisé par AFSIA (l'Association de l'Industrie Solaire en Afrique), la CSPV (La Chambre syndicale du photovoltaïque/UTICA), MESIA (Le Middle East Solar Industry Association) et Solar Power Europe. Cet événement sera coorganisé avec SITE (Salon International de la Transition Énergétique).

REFA qui verra la participation de plus de 100 exposants de l'industrie énergétique tunisienne et mondiale a été annoncé par Ali Kanzari, président de la CSPV mercredi 25 septembre 2024 à l'ouverture du SITE à Tunis. S'appuyant sur le succès des événements précédents, cette nouvelle édition promet de rassembler, les 6 et 7 novembre 2024, encore plus d'experts, d'aborder des échanges plus profonds et plus concrets et de pousser vers l'accélération des processus de transition énergétique en Afrique. Pour info, 600 millions d'Africains sont aujourd'hui privés

d'électricité. Au mois d'avril 2024, la Banque mondiale a annoncé qu'elle s'emploiera à raccorder 250 millions d'Africains à l'électricité à l'horizon 2030, par le biais des systèmes décentralisés d'[énergie renouvelable](#) ou de réseaux de distribution.

Étant le lieu de rencontre de tous les acteurs des énergies renouvelables du continent africain, investisseurs institutionnels et privés, promoteurs de projets et décideurs politiques, REFA devrait aussi jouer un rôle crucial dans le développement des ER sur le continent.

«La Tunisie est l'un des pays les plus concernés par la transition écologique et l'investissement dans les ER en raison de sa dépendance énergétique.»

“Nous sommes fiers de collaborer avec des institutions prestigieuses telles que AFSIA, MESIA et Solar Power Europe et d'être soutenus par GET. invest, un programme européen appuyant les investissements dans les énergies renouvelables décentralisées dans l'organisation de REFA 2024,” a déclaré Ali Kanzari dans son allocution d'ouverture au SITE. Il a rappelé que le salon traduit la détermination de la Tunisie d'aller vers le développement des énergies renouvelables, considérées comme une priorité dans les stratégies de l'État.

La Tunisie est l'un des pays les plus concernés par la transition écologique et l'investissement dans les ER en raison de sa dépendance énergétique. “Il est important de souligner que la Tunisie importe actuellement 70% du gaz naturel d'Algérie pour produire son électricité. Accélérer la transition énergétique est une nécessité absolue et répondra au défi majeur de la décarbonisation pour les entreprises industrielles confrontées au Mécanisme européen d'Ajustement Carbone aux Frontières qui pénalisera, à

partir de 2026, les entreprises exportatrices vers l'UE qui ne se sont pas alignées sur les réglementations européennes en matière de changement climatique” a rappelé le président de la CSPV.

Pour précision, afin d'accélérer le processus de transition énergétique, le gouvernement tunisien a tout récemment signé des accords avec le Japon et la Norvège pour la réalisation de centrales photovoltaïques à Tozeur et Sidi Bouzid nécessitant un investissement de 79 millions d'euros pour une entrée en production à la fin de 2025. Les capacités de production dans le photovoltaïque annoncées par le gouvernement tunisien, sont de 50 MW à Tozeur et Sidi Bouzid, 100 MW à Kairouan et Gafsa et 200 MW pour couvrir les besoins en électricité du gouvernorat de Tataouine.

«Accélérer la transition énergétique est une nécessité absolue et répondra au défi majeur de la décarbonisation»

Un potentiel éolien non exploité de 200 GW

Kanzari a dans son intervention, à l'ouverture du SITE, mis l'accent sur l'éolien bloqué par de nombreuses réglementations

complètement dépassées : “ Notre potentiel éolien est estimé à 200 GW, tandis que notre potentiel solaire est estimé à 900 GW”. Il a déclaré que l'objectif est d'atteindre un mix énergétique composé de 50% d'énergies renouvelables, soit une capacité de 8 GW d'ici 2035.

«Notre potentiel éolien est estimé à 200 GW, tandis que notre potentiel solaire est estimé à 900 GW»

Le président de la CSPV, a insisté sur l'importance de l'intégration des énergies renouvelables dans le réseau de la STEG. Une intégration essentielle pour réduire la dépendance du pays à l'énergie fossile. Il a aussi relevé la nécessité de moderniser les infrastructures électriques, pour garantir la stabilité et la fiabilité du réseau face à l'intermittence des énergies renouvelables. “Les réseaux intelligents, le recours au stockage d'énergie dans les batteries BESS, ou dans les barrages « STEP », l'interconnexion avec l'Europe joueront un rôle clé dans cette transformation, en permettant une gestion plus efficace et flexible de l'offre et de la demande d'électricité”.

L'hydrogène vert représente aussi une grande opportunité



pour la Tunisie relève Ali Kanzari. Pour précision, Cette énergie représente 15 fois les capacités électriques actuelles du pays, toutes sources confondues (renouvelables et non renouvelables). La Stratégie nationale inclut un plan d'action pour l'exportation vers l'Europe de plus de 6 millions de tonnes d'hydrogène vert d'ici 2050. *

“En adoptant des technologies avancées pour la production et le stockage de l'hydrogène, la Tunisie peut se positionner comme un leader régional dans le domaine des énergies renouvelables, la réalisation de [la Stratégie Nationale](#) de l'Hydrogène vert pour booster l'économie et pour la création de 500 Mille emplois d'ici 2050 et réaliser deux points de croissance”.

 **«La Tunisie peut se positionner comme un leader régional dans le domaine des énergies renouvelables»**

Les énergies renouvelables toutes sources confondues représentent aujourd'hui pour la Tunisie et l'Afrique un enjeu de taille, la sécurité nationale dépendant de la capacité des pays à assurer leur propre approvisionnement énergétique

et satisfaire leurs besoins en la matière.

Imaginons un seul instant que l'Algérie, de laquelle dépend grandement notre pays en gaz naturel, décide un beau jour de fermer le robinet, c'est toute la Tunisie qui en pâtira, population et économie et c'est valable pour tous les pays africains dépendants des importations du pétrole ou du gaz. Friedrich Nietzsche disait : “Accepter d'autrui qu'il subvienne à des besoins nombreux et même superflus, et aussi parfaitement que possible, finit par vous réduire à un état de dépendance”.

L'organisation de REFA en Tunisie offre des opportunités importantes à tous les acteurs privés et publics africains de faire avancer les énergies renouvelables sur tout le continent. La Tunisie, jadis pionnière dans la mise en place de plans de développement des ER, a tout intérêt à rattraper son retard et tant de temps perdu car aujourd'hui, elle est totalement dépassée par d'autres pays, lesquels, pourtant, se sont inspirés de sa démarche.

Pour avoir une souveraineté énergétique, il faut pouvoir et avoir l'autonomie d'approvisionnement.

A bon entendeur

Amel Belhadj Ali

Du Blé

Le Directeur général adjoint de l'Office des Céréales, Nabil Zarrouk, a annoncé que la récolte des céréales de cette année s'élève à 6,75 millions de quintaux. Parmi ces quantités, 5,9 millions de quintaux sont du blé dur (88 %), 0,23 million de quintaux de blé tendre (3 %), et 0,6 million de quintaux d'orge et de triticale (9 %). Zarrouk a qualifié ces chiffres de « bons », compte tenu des conditions climatiques et de la situation des agriculteurs.

Lors de son intervention sur Expressfm ce mercredi 25 septembre 2024, Zarrouk a rappelé que la récolte de l'année précédente s'élevait à seulement 2,9 millions de quintaux, en raison des effets de la sécheresse et du manque de précipitations.

Il a également souligné les efforts déployés pour assurer la disponibilité des semences cette année, notamment une première expérience avec des semences de blé dur prêtes à être semées. Le ministère de l'Agriculture a maintenu la prime exceptionnelle accordée aux agriculteurs pour la collecte des céréales, et les prix ont été stabilisés afin de soutenir les producteurs, tout en leur garantissant l'accès aux intrants nécessaires, tels que les semences et les engrais.

Zarrouk a ajouté que 182 centres de collecte de céréales sont opérationnels cette année, répartis sur tout le territoire tunisien.

ياو موش نرمال

SERVICE CLIENT PHÉNOMÉNAL

5 مرّات
على التوالي



ooredoo
طور عالمك



Jamel Ksibi, président de la Fédération du BTP

« Un pays qui ne réalise pas est un pays qui n'avance pas »

Rares sont les fois où on voit un Jamel Ksibi (président de la fédération du BTP), inquiet. Le monsieur a toujours envisagé la vie avec optimisme affichant une confiance inébranlable dans des lendemains meilleurs. La fuite des compétences, pourtant, l'inquiète grandement et à juste titre. Nous assistons à un

pillage en règle de ressources essentielles pour le développement économique du pays, à savoir le capital humain. Mais le secteur du BTP, ne souffre pas que de la perte des personnels qualifiés. Il souffre d'une législation désuète et des retards d'exécution de projets publics d'envergure.

Le point dans l'entretien ci-après:

Un sondage d'opinion publié il y a quelques jours par l'INS sur l'état d'esprit des industriels et leurs intentions d'investissement mets en avant deux secteurs où les intentions d'investir ont reculé, le textile et le BTP. Dites-nous ce qu'il en est.

Le secteur du BTP (bâtiment et travaux publics) est fortement dépendant des investissements publics. Lorsque ces investissements sont en baisse, cela a un impact direct sur l'activité du secteur.

Les investissements publics permettent de financer des projets d'infrastructure tels que les routes, les ponts, les écoles, et les hôpitaux. Lorsque ces investissements sont réduits ou retardés, cela entraîne un ralentissement de l'activité dans le secteur.

Les investissements privés dans l'immobilier et la construction d'usines ne peuvent aucunement compenser le manque d'investissements publics. Il existe des obstacles à la réalisation des projets, même lorsque les fonds sont disponibles.

 **«La fuite des compétences est un véritable pillage de nos ressources humaines.»**

Souvent, les crédits ne sont pas entièrement consommés en raison de divers blocages administratifs ou de la lenteur des processus décisionnels. Il y a des tentatives et des efforts clairs de la part du Comité de l'accélération des projets, ce qui

est certain c'est qu'on a compris où sont les problèmes, comment il faut travailler mais maintenant il faut passer à la vitesse supérieure et réaliser, un pays qui ne réalise pas est un pays qui n'avance pas. **Quels sont les projets dont les lignes de financement sont encore valables ?**

Je pense et c'est une estimation que je fais par rapport à 2020/2021, je crois qu'on a signé autant que ce qu'on a consommé, donc on est toujours autour de 5 milliards d'euros.

Donc plus de 15 milliards de dinars qui sont bloqués ?

Plutôt qui ne sont pas débloqués avec la vitesse nécessaire et ceci veut dire que les projets n'avancent pas, donc le citoyen ne profite pas de ces projets. Cela veut aussi dire que l'Etat supportera un coût supplémentaire à cause de ces retards et en prime celui de la perte d'emploi.

Quels risques de la cherté des matériaux de construction sur votre secteur ?

Encore faut-il qu'il y ait une dynamique positive dans le secteur pour parler de la cherté des matériaux. Il y a deux indicateurs clé : la consommation de ciment en Tunisie est passée de neuf millions de tonnes à cinq millions de tonnes par an. Cette baisse peut être liée à une

réduction des grands projets de construction et à des défis économiques.

 **«Les investissements publics sont le moteur de l'économie, mais ils sont bloqués.»**

S'agissant de l'acier, il est clair que la consommation suit les grands projets. L'acier est essentiel pour les infrastructures et les constructions majeures. Les prix du ciment et de l'acier ont effectivement baissé après la flambée causée par la guerre en Ukraine. Ils sont maintenant stabilisés, bien que des fluctuations peuvent encore se produire en fonction des conditions du marché international.

Vous avez mentionné plusieurs défis dans la gestion des projets, quels sont-ils ?

L'administration tunisienne n'est pas optimisée pour gérer les grands projets, souvent en raison d'un manque de compétences et de départs de personnel qualifié. Les bureaux d'études privés sont souvent plus efficaces, mais ils travaillent davantage à l'étranger, ce qui contribue à une fuite de compétences pas seulement inquiétante mais effrayante pour l'avenir du pays.



Nacef Belkhiria

Le Conseil des Chambres Mixtes (CMM) a procédé le 24 septembre 2024 à l'élection de M. Nacef Belkhiria, Président de la Chambre de commerce et d'industrie Tuniso-japonaise (CCITJ) en tant que nouveau Président du Conseil des Chambres Mixtes pour un mandat de deux ans.

M.Nacef Belkhiria succède ainsi à M.Adel Mohsen Chaabane, Président de la Chambre Tuniso-Espagnole de Commerce et d'Industrie (CTECI).

Le CCM est un conseil regroupant 18 chambres mixtes avec 5000 membres et 350.000 postes d'emplois.

M.Nacef Belkhiria est titulaire d'un Doctorat d'État en Sciences des Matériaux de SUNY, New York. Il est vice-président d'un Groupe de sociétés privées. Le nouveau président élu est également un ancien Vice-Président de l'Association d'Amitié Tuniso-américaine et titulaire du Certificat d'Honneur du Ministère des Affaires Étrangères du Japon.

La Tunisie n'arrive plus à retenir les compétences nécessaires pour les grands projets et ce sont les autres pays qui en profitent. Pire, ils viennent chez nous pour les débaucher. Les professionnels qualifiés préfèrent souvent travailler à l'étranger où les conditions sont meilleures. Vous savez au 20ème siècle, on occupait les autres pays pour spolier leurs richesses minières, au 21ème siècle, on n'a pas besoin de soldat pour déposséder un pays de sa matière grise plus importante que toutes les autres richesses.

Que proposez vous pour pallier cet état de fait ?

Commencer par externaliser la Gestion : il faut confier la gestion des grands projets à des bureaux spécialisés avec des règles claires et des systèmes de bonus-malus pour encourager la performance.

J'espère à ce propos que nous avons encore des bureaux d'étude ici pour assurer ce rôle. Il faut aussi savoir anticiper pour mieux gérer les imprévus et les préalables des projets et réaliser des études de qualité pour garantir le succès et le contrôle des coûts des projets et enfin mettre en place un suivi rigoureux pour garantir la qualité et le respect des délais.

La bonne étude, parce que là c'est la clé de la réussite du projet, et la clé du coût dans l'étude du rapport qualité coût d'un projet, mais là aussi il y a énormément de problèmes.

«**Le logement est un droit fondamental, il faut tout mettre en œuvre pour y accéder.**»

Il s'agit d'un savoir-faire que la Tunisie est en train de perdre, un savoir-faire que les grands pays s'arrachent. Dans les pays du Golfe, en Europe, dans tous les pays qui veulent performer ce sont les bureaux d'études qui gèrent les grands projets. Des bureaux sur lesquels les Etats s'adosent en toute sécurité.

En Tunisie, le bon exemple est le ministère de l'Équipement qui pourrait s'améliorer en adoptant le principe du bonus malus, si un bureau d'étude est performant, il a un bonus, s'il est défaillant, il est pénalisé et c'est le malus.

Quels sont les grands projets en attente en Tunisie ?

Il y a tous les projets de l'eau : les barrages et toute la chaîne qui suit, les conduits, les stations de dessalement et ainsi de suite.

La gestion de l'eau est cruciale,

et surtout les infrastructures associées. Accélérer ces projets pourrait aider à mieux gérer les ressources en eau et à répondre aux besoins croissants des citoyens.

Les retards dans les projets de transport peuvent produire des répercussions importantes sur l'économie et la qualité de vie. Une meilleure planification et une exécution plus rapide sont essentielles.

Il y a aussi des projets en suspend dans l'urbanisme, des projets structurants qui devraient être réalisés en PPP pour mieux avancer. La production de logements, en particulier les logements sociaux, nécessite une politique publique cohérente. La collaboration entre le ministère de l'équipement et d'autres entités est indispensable pour répondre aux besoins de la population. Il faut mettre en place une vraie politique publique que ce soit pour les logements sociaux ou les autres. Le Tunisien ne peut plus acheter un logement.

La baisse du pouvoir d'achat et les coûts élevés des terrains, du financement, de la construction et de la fiscalité rendent l'achat de logements difficile pour nos concitoyens.

Des mesures pour réduire ces coûts et améliorer le pouvoir d'achat sont nécessaires.

Qu'attendez vous de la loi des Finances 2025 ?

Il faut un changement de mentalité. Le logement est un facteur de paix sociale et un secteur d'espérance, il faut détaxer ce secteur comme le font tous les pays riches ou pauvres. Il est évident qu'exonérer le premier logement des taxes peut encourager l'accès à la propriété et offrir une stabilité sociale.

Il faut mettre à contribution les fonds existants : Le FOPROLOS (Fonds de Promotion du Logement pour les Salariés) pourrait être utilisé pour subventionner les taux d'intérêt, rendant les prêts immobiliers plus accessibles.

 **«La formation professionnelle est la clé pour assurer l'avenir de notre pays.»**

Il y a aussi, l'offre de terrains : les municipalités et les gouvernorats peuvent continuer à aménager des terrains pour la construction de logements, comme l'a fait l'AFH (Agence Foncière d'Habitation).

S'agissant de la maîtrise des coûts, pour contrôler les coûts de construction, il est essentiel de surveiller l'inflation et améliorer la productivité dans le secteur du bâtiment. Cela pourrait inclure l'utilisation de nouvelles technologies et méthodes de

construction plus efficaces. Encourager une conception innovante et durable des logements peut également aider à réduire les coûts à long terme et à créer des habitats plus adaptés aux besoins des résidents.

Ne devrions-nous pas encourager les opérateurs nationaux dans le secteur de l'immobilier ?

Exactement ! Malheureusement, nous sommes en train de perdre notre capacité de production, notre savoir faire et nos experts sollicités par de nombreux pays, au Maghreb et en Afrique.

Le secteur du BTP souffre-t-il encore de problèmes de paiement ?

Pour les BTP, maintenant la situation est meilleure qu'avant pourvu que ça continue et que ça s'améliore. Il faut arriver à une situation où il n'y a plus de retard de paiement, et les solutions existent.

Lorsqu'on produit de la richesse, l'Etat peut contracter des crédits auprès de la BCT sans aucun risque d'inflation. Nous en avons discuté avec M. le Gouverneur de la Banque Centrale et fort heureusement, il s'est montré prédisposé. Il y a eu, comme vous le savez, un précédent du temps de l'ancien gouverneur et M. Nouri était présent lorsque la



décision de débloquer des fonds pour couvrir les dettes de l'Etat envers notre secteur a été prise.

Maintenant, il faut passer à la vitesse supérieure, parce que nous avons perdu beaucoup de notre tissu entrepreneurial. Les retards de paiement, la pandémie de COVID-19 et la hausse des prix ont gravement affecté les entreprises.

«La Tunisie doit agir vite pour ne pas perdre sa souveraineté économique.»

Il est essentiel de mettre en place des mesures pour revitaliser ce secteur. La révision exceptionnelle par décret n'a pas vu le jour 3 ans après. Cette révision est une mesure nécessaire, mais sa mise en application semble compliquée. Simplifier ce processus pourrait aider à stabiliser les prix et soutenir les entreprises. Ailleurs, même dans des pays qui souffrent de difficultés et de guerres, cette même mesure a été appliquée dans les 2 à 3 mois qui ont suivi la prise de décision, c'est ainsi qu'ils ont sauvé et leurs projets et leur économie et les emplois !

Que faut-il faire simplement, maintenant pour sauver le secteur ?

Je suis un peu optimiste avec l'orientation prise par l'Etat pour l'accélération des projets mais il faut l'institutionnaliser. Il est essentiel que les projets soient gérés par des bureaux d'études tunisiens sous le contrôle de l'administration. Cela permettrait de renforcer les capacités locales et d'assurer une meilleure appropriation des projets par les Tunisiens.

Il y a aussi un problème de taille que nous devons affronter : la formation professionnelle et la rétention des compétences. Il faut exiger des pays européens qu'ils contribuent à la formation et à l'encadrement des compétences tunisiennes pourrait être une solution.

Cela garantirait que la Tunisie bénéficie également de cette coopération, en formant plus de professionnels qualifiés dont une partie orientée vers le marché intérieur. L'Europe qui profite de nos ressources humaines doit s'impliquer efficacement dans leur formation, s'il n'y a pas une coopération d'égal à égal, notre pays va vivre ce qui a été vécu en Afrique s'agissant de l'absence des compétences.

Propos recueillis par Amel Belhadj Ali

Réserves

Les réserves nationales de céréales en Tunisie couvrent désormais deux mois de consommation, a annoncé Salwa Ben Hadid, PDG de l'Office des céréales, lors d'une récente interview accordée à Mosaïque FM.

Cette amélioration est le fruit d'importations massives de blé dur effectuées au cours des trois derniers mois, combinées à une augmentation des capacités de stockage.

Ces efforts visent à renforcer la sécurité alimentaire du pays, en garantissant un approvisionnement continu en céréales pour répondre aux besoins du pays.

Ben Hadid a également souligné que le ministère de l'Agriculture a distribué un total de 560 000 quintaux de semences, soit 210 000 quintaux de plus que la moyenne habituelle. Cette initiative vise à combler le déficit enregistré en 2023, une année marquée par de nombreux défis pour le secteur agricole.

La BTE participe au Forum de l'officine du 26 au 28 septembre





BCT

Taux directeur maintenu à 8%

Le Conseil d'Administration de la Banque Centrale de Tunisie a décidé, lors de sa réunion du 25 septembre 2024, de maintenir le taux directeur de la Banque Centrale de Tunisie inchangé à 8%.

Le Conseil a examiné les derniers développements économiques et financiers aussi bien à l'échelle internationale que nationale, ainsi que les perspectives de l'inflation. Sur le plan international, l'activité économique aux Etats-Unis et en Chine demeure relativement

résiliente. De son côté, la Zone Euro, principal partenaire commercial de la Tunisie, continue de renouer progressivement avec la croissance avec des perspectives positives.

Quant à l'inflation, et en dépit

d'une poursuite quasi généralisée du processus désinflationniste, l'assouplissement monétaire, récemment amorcé par les banques centrales des principales économies, devrait se poursuivre graduellement au gré de la lente convergence de l'inflation vers les niveaux cibles.

Sur le plan national, la croissance économique a été positive mais atone (1%, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2024, contre 0,3% le trimestre précédent), et ce, en relation avec la contreperformance de l'activité de plusieurs secteurs importants, dont notamment les secteurs de la construction, des mines et de l'énergie.

Pour la période à venir, les données conjoncturelles disponibles laissent entrevoir une poursuite de la tendance haussière de la croissance économique au troisième trimestre 2024, qui sera soutenue par le redressement de la demande extérieure et le renforcement progressif de la demande intérieure.

S'agissant des échanges avec l'extérieur, ils se sont améliorés au cours du troisième trimestre 2024 après avoir connu un léger affaiblissement au trimestre précédent. Sur l'ensemble des huit premiers mois 2024, le déficit commercial (FOB-FOB) s'est maintenu stable et les

excédents des balances des services et des revenus se sont améliorés, contribuant, ainsi, à la contraction du déficit courant (2.130 MDT contre 3.105 MDT à fin août 2023).

Cette évolution a favorisé la consolidation des réserves de change, qui se sont élevées à 25.654 MDT (ou 116 jours d'importation) à la date du 24 septembre 2024. Pour sa part, le taux de change du Dinar a continué à faire preuve de résilience face aux principales devises, favorisant ainsi la baisse des pressions extérieures sur la formation des prix.

Sur un autre plan, la décélération graduelle des prix à la consommation s'est poursuivie et le taux d'inflation s'est établie à 6,7% (en glissement annuel) en août 2024, contre 7% le mois précédent. Le maintien de l'inflation à des niveaux relativement élevés traduit l'impact de la hausse soutenue des prix d'un nombre de produits alimentaires frais, à l'instar des viandes rouges et des légumes frais, et la persistance de l'inflation sous-jacente « hors produits alimentaires frais et produits à prix administrés ». Cette dernière qui reflète la tendance fondamentale des prix, s'est stabilisée à 7% au mois d'août 2024 contre 8,9% en août 2023.

Les récentes prévisions tablent sur une poursuite de la détente graduelle de l'inflation qui devrait s'établir, en moyenne sur l'année, à 7% en 2024 contre 9,3% en 2023. L'inflation sous-jacente devrait, quant à elle, se situer au voisinage de 7,2%, en moyenne, en 2024 contre 9,1% en 2023. La trajectoire future de l'inflation reste entourée de risques haussiers multiples sur le court et le moyen terme, ayant trait surtout à la remontée des prix internationaux des produits de base et de l'énergie, au stress hydrique, à l'affaiblissement des capacités de production, et à la situation encore difficile des finances publiques.

Le Conseil considère qu'en dépit de la résilience dont a fait preuve l'économie nationale ces dernières années, l'implémentation des réformes est plus qu'indispensable pour hisser le potentiel de croissance et rétablir les équilibres globaux à moyen et long terme.

Considérant les risques persistants entourant la trajectoire de l'inflation, le Conseil estime qu'il est nécessaire de continuer à soutenir le processus désinflationniste et décide de maintenir inchangé à 8% le taux directeur de la Banque Centrale de Tunisie.



Tunisie

Le PIB devrait atteindre 2,1% en 2024, soutenu par la demande intérieure et extérieure

La croissance économique devrait poursuivre sa tendance haussière, au troisième trimestre 2024, selon les données conjoncturelles disponibles, a indiqué la Banque Centrale de Tunisie.

« Pour la période à venir, les données conjoncturelles disponibles laissent entrevoir une poursuite de la tendance haussière », souligne un communiqué publié par l'institution d'émission, à l'issue

de la réunion de son Conseil d'Administration tenue, mercredi. Cette croissance sera soutenue par le redressement de la demande extérieure et le renforcement progressif de la demande intérieure.

La même source a rappelé que la croissance économique a été positive mais atone (1%, en glissement annuel, au deuxième trimestre 2024, contre 0,3% le trimestre précédent), et ce, en relation avec la

contreperformance de l'activité de plusieurs secteurs importants, dont notamment les secteurs de la construction, des mines et de l'énergie.

La croissance du PIB de la Tunisie devrait atteindre 2,1% en 2024, selon le budget économique pour l'année 2024. De son côté, le rapport de la Banque Mondiale (BM) intitulé "Une énergie renouvelée pour l'économie", publié, en mai 2024, prévoit des taux de croissance

de 2,4 % en 2024 et de 2,3 % en 2025-2026, en supposant une atténuation des conditions de sécheresse et un progrès dans les réformes budgétaires et celles liées à la concurrence.

L'économie tunisienne pourrait connaître, selon la BM, des gains significatifs en termes de croissance économique dès 2030, grâce à l'expansion de la production d'énergies renouvelables.

Ces gains pourraient être de l'ordre de 1,1% à 1,75% d'ici 2030, en fonction des différents scénarios de l'évolution de la production d'énergies renouvelables dans le pays.

Pour sa part, la Banque africaine de développement (BAD) a estimé que la croissance du PIB de la Tunisie devrait atteindre 2,1 % en 2024 et 2,9 % en 2025, selon son rapport sur les Perspectives économiques en Afrique 2024, présenté à Nairobi, au Kenya, lors des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement (du 27 au 31 mai 2024).

A rappeler que le Conseil d'Administration de la Banque Centrale de Tunisie (BCT) a décidé, mercredi 25 septembre 2024, de maintenir le taux directeur de la BCT inchangé à 8%.



Tunisie

Croissance économique modeste prévue à 1,2 % en 2024

En Tunisie, la croissance devrait rester modeste, à 1,2 % en 2024 et 1,8 % en 2025, soutenue par une inflation plus faible, un déficit des transactions courantes qui se réduit et la poursuite des efforts de réforme, estime la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) dans

son dernier rapport sur les perspectives économiques régionales, publié, jeudi.

La contraction de l'agriculture et de l'exploitation minière a été compensée par une expansion du tourisme, des services financiers et de certains secteurs industriels.

Selon la banque, la Tunisie fait face à des risques importants à la baisse parmi lesquels la marge de manœuvre budgétaire limitée, la dette extérieure importante et la vulnérabilité de l'économie aux chocs extérieurs et climatiques. La croissance a été soutenue par la reprise des exportations de l'huile d'olive, des produits mécaniques et électriques, et par l'augmentation de la demande intérieure dans un contexte de baisse de l'inflation, qui a chuté à 7,0 % en juillet 2024, soit son niveau le plus bas depuis 30 mois.

Pour rappel, l'agence de notation américaine "Fitch Ratings" a relevé, le 16 septembre courant, la note de défaut émetteur (IDR)

à long terme en devises de la Tunisie à « CCC+ », contre « CCC- ».

L'agence de rating avait indiqué que le relèvement de la note reflète sa confiance accrue dans la capacité du gouvernement à répondre à ses importants besoins de financement budgétaire, grâce à la position extérieure plus forte de la Tunisie qui lui permet de maintenir ses réserves internationales à un niveau suffisant pour faire face aux paiements extérieurs courants et aux obligations de la dette.

L'agence de notation Moody's a également relevé, en mars dernier, la perspective de la

Tunisie de négative à stable en raison du maintien de l'accès à certains financements extérieurs bilatéraux et multilatéraux, malgré la lenteur des progrès réalisés dans le cadre d'un programme soutenu par le FMI.

Pour ce qui est de la région méridionale et orientale du bassin méditerranéen (région SEMED), la croissance devrait s'établir à 2,1 % pour le premier semestre de 2024. Ce taux est légèrement inférieur à celui enregistré l'année dernière à la même période (2,7 %). Toutefois, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 2,8 % en 2024 et 3,9 % en 2025, indique la BERD.



Projets publics en Tunisie

un nouveau décret pour simplifier la réalisation des grands chantiers stratégiques



Le chef du gouvernement Kamel Maddouri a présidé, samedi, au Palais du gouvernement à la Kasbah, un conseil ministériel restreint (CMR) consacré à l'examen d'un projet de décret fixant des dispositions spécifiques liées à la réalisation des grands projets publics à caractère stratégique.

Lors de la réunion, les principales dispositions du projet de décret ont été abordées, notamment l'adoption de procédures et mesures spécifiques liés à la réalisation de grands projets

stratégiques dans des secteurs de développement prioritaires, en particulier les procédures relatives au pilotage, suivi et réalisation ainsi que les modalités de conclusion des contrats.

Il s'agit également des mesures visant à accélérer la mise en œuvre des projets bloqués, lit-on dans un communiqué publié par la Présidence du gouvernement.

Le Chef du gouvernement a souligné que le projet de décret s'inscrit dans le cadre d'une série de réformes menées par

le gouvernement, en particulier celles liées au renforcement et l'amélioration du climat des affaires.

Dans le même contexte, il a ajouté que les efforts sont axés sur la mise en place d'un certain nombre de mesures d'accompagnement et procédures pour assister les opérateurs traitant avec les structures publiques dans le cadre de la réalisation des projets.

Il a rappelé que ce conseil se tient en application des instructions du président de la République, Kaïs Saïed, concernant la révision de tous les textes législatifs et mesures qui entravent la réalisation des projets publics et privés, rappelant que les marchés publics représentent un levier stratégique pour atteindre le développement économique et social, et que la stimulation de l'investissement public constitue une condition préalable à la relance économique.

L'UBCI participe au Forum de l'officine du 26 au 28 septembre





Tunisie

Comment accélérer la réalisation des grands projets d'investissement ?

Nombre de mesures ont été prises lors du Conseil des ministres tenu à la Kasbah, jeudi 26 septembre. Parmi les plus importantes, l'adoption d'un projet de décret pour accélérer les procédures touchant aux grands projets d'investissements publics et visant à mettre fin aux blocages réglementaires et administratifs qui ralentissent leur réalisation.

Le but est de les réaliser dans

de meilleures conditions dans la transparence et en assurant une gouvernance saine, de renforcer les capacités compétitives des entreprises tunisiennes et d'améliorer l'attractivité du site Tunisie.

Le Conseil des ministres a aussi adopté un projet de loi approuvant un nouveau prêt de la BAD pour le financement de projets dans l'agroforesterie et dans la réhabilitation des écosystèmes forestiers et pastoraux dégradés.

Un autre projet de loi a été adopté pour l'approbation d'une ligne de financement avec le Fonds international du développement agricole orienté vers le projet Dynamo, un projet agricole intégré dans l'agriculture de montagne du Nord-Ouest du pays. Les projets cités plus haut visent à créer une dynamique socioéconomique dans les gouvernorats de Beja, Jendouba, le Kef, Siliana, et la zone montagnarde de Bizerte.

A.B.A



Comment l'industrie pharmaceutique tunisienne répond-elle aux défis de demain ?

Le 7e Forum de la Pharmacie se déroule du 26 au 28 septembre 2024, sous le thème "L'éthique au cœur de l'innovation pour une pharmacie durable". Mohamed Amine Boujebel, membre de la Chambre nationale des fabricants de médicaments, a souligné l'importance croissante de l'industrie pharmaceutique en Tunisie lors d'une intervention sur Expressfm. Il a précisé que le pays abrite 42 entreprises pharmaceutiques et que les exportations du secteur ont

atteint 300 millions de dinars en 2023.

L'industrie pharmaceutique tunisienne couvre plus de 80 % des besoins en médicaments du pays. Boujebel a mis en avant le potentiel du secteur pour réaliser de meilleures performances avec un soutien politique accru et des réformes législatives. Il a insisté sur le développement des médicaments génériques, affirmant qu'ils sont aussi efficaces que les originaux mais

à moindre coût, et qu'ils peuvent jouer un rôle clé pour combler les pénuries de médicaments.

Boujebel a également plaidé pour l'adaptation de la Tunisie aux normes internationales, notamment en ce qui concerne les médicaments génériques et biosimilaires, tout en critiquant les lourdeurs bureaucratiques freinant l'innovation et l'investissement dans le secteur.

Forum DécarboMed

Vers une transition énergétique accélérée



Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Energie, chargé de la Transition énergétique, Wael Chouchène, a souligné "l'urgence", d'accélérer les programmes nationaux de déploiement des énergies renouvelables et d'avancer dans la course mondiale à la réduction des émissions polluantes de carbone dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale énergétique, qui est « bien adaptée au contexte régional, méditerranéen et maghrébin ».

"La région méditerranéenne est une zone d'échange et de partenariat Sud-Sud et Nord-Sud qui a permis la conclusion de plusieurs accords et le lancement et le financement de plusieurs programmes. C'est une zone prometteuse pour l'implantation des énergies renouvelables.

La Tunisie est en mesure de développer des programmes en coopération avec les pays voisins, notamment l'Algérie et la Libye, deux pays riches en énergie", a déclaré Wael Chouchène dans un discours de clôture du premier "Forum méditerranéen de la décarbonation" (DecarboMed), tenu à Tunis, les 24 et 25 septembre 2024.

Le « Forum méditerranéen de la décarbonation » a recommandé la convergence des politiques régionales pour promouvoir les énergies renouvelables et réduire les émissions de carbone polluant, ainsi que l'harmonisation des politiques climatiques régionales des pays méditerranéens avec les engagements internationaux dans ce domaine, notamment ceux pris au niveau de l'Union européenne (UE).

Le forum a mis l'accent sur la promotion des meilleures pratiques dans le cadre de la coopération régionale à travers l'appui à l'économie circulaire respectueuse de l'environnement, la réduction de la production des déchets, le développement des moyens de compostage et de réutilisation et le soutien des projets pilotes ayant les meilleures chances de réussite.

Il a également appelé à renforcer les opportunités de financement des projets de réduction des émissions de carbone, à soutenir les investissements verts dans les énergies renouvelables et l'hydrogène vert et aussi les technologies de protection du climat, à renforcer le rôle du secteur privé et à identifier de nouvelles méthodes de financement dans le cadre de la coopération internationale et régionale.

Le Forum "DécarboMed" est co-organisé par l'Agence nationale de maîtrise de l'énergie (ANME) et l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat en partenariat avec le PNUD, l'UE et la GIZ.



Digitalisation du secteur de la santé en Tunisie **un pas vers une meilleure gouvernance**

Le ministre de la Santé, Mustapha Ferjani, a souligné, mardi, le rôle crucial de la digitalisation dans l'amélioration de la gouvernance des établissements de santé et le renforcement de la transparence et de l'efficacité.

Lors d'une séance de travail tenue au siège du département à Tunis en présence du directeur général du Centre d'informatique du ministère de la santé (CIMS), pour suivre l'avancement des projets de numérisation dans le secteur et discuter des plans futurs, Mustapha Ferjani a appelé à mobiliser toutes les ressources disponibles pour mettre en œuvre les projets de digitalisation le plus rapidement possible, lit-on dans un communiqué du ministère de la santé.

Il a, à cette occasion, salué les efforts déployés par le CIMS dans la numérisation du système

de santé national, contribuant ainsi à rapprocher les services des citoyens et à améliorer la qualité des soins de santé, selon la même source.

Le ministre de la Santé a insisté sur la nécessité de finaliser un ensemble d'initiatives pour garantir une transformation numérique complète, telles que la généralisation de l'utilisation du système de télé-rendez-vous dans tous les établissements de santé, le développement et l'expansion des services de télémédecine pour fournir des soins de santé spécialisés, et la numérisation de toutes les institutions de première ligne pour améliorer la prestation des services.

Il a également mis l'accent sur le renforcement du contrôle des circuits de distribution des médicaments en utilisant

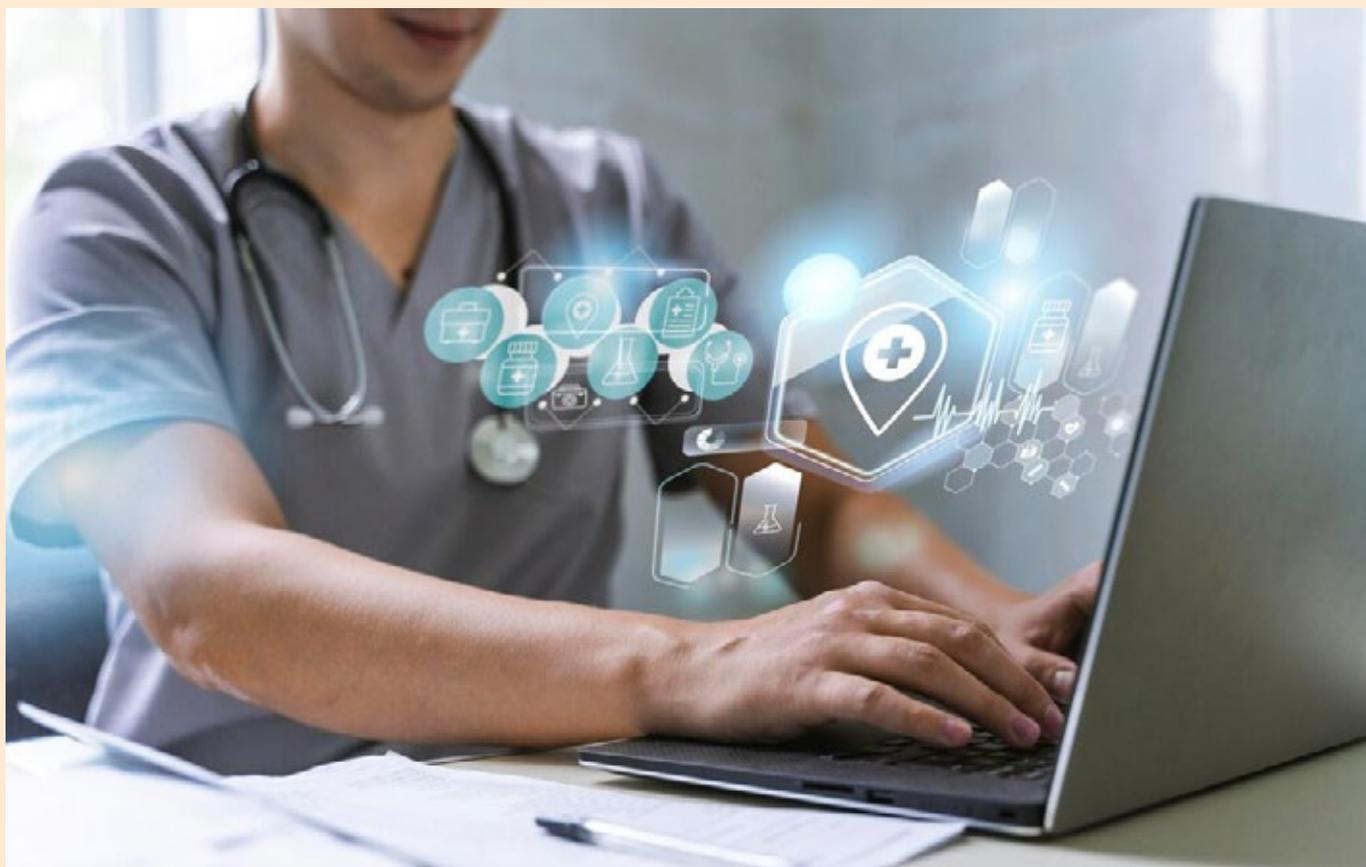
des technologies numériques avancées, le développement de programmes de formation pour les employés travaillant sur les systèmes de numérisation, et l'accélération de l'adoption du dossier médical numérique au niveau national.

Il a, en outre, insisté sur le renforcement de la formation sur le Système d'Information de Pilotage et d'aide à la prise de Décision (SIPAD).

A noter que le taux de numérisation des services dans les hôpitaux universitaires a atteint 92%, et 77 % dans les hôpitaux régionaux, tandis que le nombre total d'établissements de santé connectés au réseau national de santé est de 295. Quelque 2100 centres de santé de base seront également digitalisés au cours de la période à venir.

La BIAT participe au Forum de l'officine
du 26 au 28 septembre





Banque

Est-ce enfin le bout de tunnel pour la Tunisian Foreign Bank

Proposée à la vente par un audit, au temps du gouvernement de Nejla Bouden, la Tunisian Foreign Bank (ex-Union tunisienne de banques), banque de droit français basée à Paris et affiliée à la Fédération bancaire française, ne sera pas, en fin de compte cédée à un repreneur stratégique.

Les principaux actionnaires de la TFB, la société tunisienne de banque (STB, 39,9%), la Banque de l'Habitat (BH BANK, 27%) et la Caisse des dépôts et des consignations (CDC, 9,9%), en ont décidé ainsi. Mieux, ces mêmes actionnaires ont convenu de lui donner les moyens matériels et humains nécessaires pour se redresser à court terme.

La TFB un trésor à préserver

Interpellé récemment par les médias locaux sur le bien fondé de cette décision, le Directeur général de la Société tunisienne de banque (STB), Rachid Batita a déclaré que les actionnaires de la TFB « ont estimé qu'avoir un agrément d'une banque en France et par-delà en Europe est



une précieuse opportunité qu'il faut préserver et protéger ».

Quant aux moyens mis à sa disposition pour se redresser, il y a lieu de citer une augmentation de capital de 11 millions d'euros et la nomination à la tête de la banque d'un haut cadre chevronné connu par son expérience avérée dans le domaine bancaire et ses qualifications professionnelles et managériales.

«Le choix de Mondher Ghazali à la tête de la TFB témoigne de la volonté des actionnaires de doter la banque d'une expertise reconnue en matière de banque et de finance.»

Il s'agit de Mondher Ghazali qui a exercé, notamment, entre 2000 et 2010, à la Société Générale (3ème banque de France) comme inspecteur principal en charge de la supervision mondiale des relations avec les régulateurs et de l'Audit interne de la Banque de financement et d'investissement.

Enseignant-chercheur en économie bancaire et financière, notamment à l'Université de Paris IX Dauphine, à l'Université de Paris II Assas, à l'IAE de Paris et au CNRS, et consultant dans le domaine du Microcrédit, Mondher Ghazali a été choisi

pour diriger la TF Bank sur la base d'un appel à candidatures. Il aurait présenté la meilleure feuille de route pour redresser la TFB.

D'importants moyens mis à la disposition de la TFB pour se redresser

Au nombre des moyens mis à la disposition de la nouvelle équipe de TFB figure également, l'adoption d'un business plan réaliste et cohérent avec l'assistance d'un cabinet conseil de renommée internationale et la collaboration de toute l'équipe de la TFBank. La TFB va en plus disposer incessamment d'un système d'information moderne et adapté à ses besoins qui va lui permettre de sécuriser ses opérations et de répondre aux besoins de sa clientèle et assurer une diversification et une amélioration de la qualité des services rendus.

«Avec un plan de redressement solide et un nouveau leadership, la TFB a toutes les cartes en main pour retrouver sa place sur le marché.»

Par delà ces leviers de décollage, il faut reconnaître que la TFB revient de loin. Pour mémoire, elle a connu de sérieuses difficultés liées à son efficacité commerciale

Associations

Lors de sa rencontre jeudi 26 septembre avec le président de la République, Fathi Zouheir Al-Nouri, gouverneur de la Banque centrale de Tunisie, lui a transmis les conclusions des travaux du Comité d'Analyse financière (CTAF) sur le financement étranger des associations.

Il a estimé le montant des fonds accordés aux associations à 260 millions de dinars tunisiens au cours de ces dernières années, ceci conjugués aux transferts de financement vers des personnes physiques qui n'appartiennent à aucune structure associative.

Des fonds reçus au nom de l'appui à la démocratie. Le gouverneur a tenu à préciser que la CTAF est en train de préparer une deuxième liste de bénéficiaires des fonds suspects qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales parallèlement à l'achèvement de 6.374 affaires douteuses relatives au blanchiment d'argent et financement du terrorisme.

et sa gouvernance en plus des charges d'exploitation énormes qui dépassaient de loin son PNB. Point d'orgue des contreperformances à l'actif de la TFB : le blâme et l'amende de 700.000 euros que les autorités françaises du contrôle bancaire lui ont infligée pour défaut de système de contrôle interne et pour manquement à ses obligations en matière d'organisation comptable.

Face à une telle situation, le gouvernement de Najla Bouden avait décidé de restructurer la TFB et de vendre la participation de l'Etat tunisien au capital de la banque à un partenaire stratégique. A l'époque, trois propositions de candidatures pour le rachat de la part de l'Etat tunisien ont été présentées au gouvernement tunisien. Deux propositions ont émané de banques privées de droit tunisien tandis que la troisième était venue d'un groupe d'investissement britannique dénommé Envema Group, pas vraiment connu dans la sphère financière.

«La TFB bénéficie d'un positionnement stratégique unique en Europe et en Tunisie, ce qui représente un atout considérable pour son développement futur.»

En dépit de ses difficultés, les experts estiment que la TFB dispose d'un potentiel énorme et d'un vaste champ de manœuvre pour s'imposer en tant que banque rentable.

«La TFB a l'opportunité de devenir la banque de référence de la diaspora tunisienne grâce au nouveau code des changes.»

Pour les experts, abstraction faite de ses déboires, la TFB, qui compte cinq agences en France et une succursale offshore à Tunis, jouit de deux atouts : son positionnement à Paris au milieu de l'Union européenne avec laquelle la Tunisie réalise plus de 75 % de son commerce extérieur, et la disponibilité d'une clientèle potentielle de plus d'un million Tunisiens résidents en France et une communauté d'environ 30.000 Français en Tunisie.

Par ailleurs, avec le projet du nouveau Code de change et les avantages qu'il propose aux Tunisiens résidents à l'étranger (TRE), la Banque sera la banque de référence de la Diaspora. Elle sera en mesure de leur fournir le meilleur service en vue de booster son activité ainsi que la collecte des dépôts épargne, par la même occasion. Bon vent ...

Abou SARRA



AUDIENCE WMC PORTAIL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



Marquardt inaugure sa deuxième usine en Tunisie

Le fabricant allemand de composants autos, étrenne son deuxième site de production situé au Néopark d'El Fejja. La nouvelle unité, au standard des constructeurs autos les plus exigeants, est réalisée grâce à une ingénierie 100% tunisienne.

Mercredi 25 courant, Harald Marquardt, PDG de la marque et Samir Abdelhafidh, ministre de l'économie et de la planification inauguraient la nouvelle usine de la marque implantée sur le Néopark d'El Fejja. Le chef d'entreprise touche les fruits d'une trajectoire victorieuse. Le responsable politique, célèbre un coup d'éclat qui servirait l'attractivité du pays.

Marquardt possède déjà une première usine située à

la ZI d'Al Agba. L'enseigne accomplit ainsi une "Success Story" retentissante. Pourrait-elle renforcer l'arrimage du pays aux chaînes de valeurs internationales?

Un temps record !

La nouvelle usine a tout d'une Grande. Le premier coup de pioche a été donné au mois de mai 2023. Quatorze mois plus tard la première phase du projet laquelle s'étend sur une superficie de 12,6 ha, est fin prête. C'est une prouesse de timing pour une réalisation de cette ampleur et de cette complexité. Et une deuxième tranche sera réalisée ultérieurement car le projet dans sa globalité s'étend sur 33 ha. L'unité est réalisée selon les standards d'un panel de constructeurs auto de renommée

mondiale notamment Mercedes, BMW, Audi, Scania.

Un saut de palier technologique

Marquardt, signe avec sa nouvelle usine une avancée prometteuse. La visite du bâtiment a révélé un espace au top des exigences technologiques. Les dix lignes de production qui seront bientôt opérationnelles sont aux meilleurs standards des constructeurs autos les plus sévères. Tout est réalisé avec une minutie déconcertante.

L'unité démarrera à la cadence de 20.000 pièces dont notamment des cartes magnétiques, des commandes électroniques, pour atteindre 200.000 pièces en 2030. Près de 2.000 emplois, de niveau supérieur, seront créés. Dans

Hyundai Creta

Une fusion parfaite entre l'élégance et la robustesse.



*Étude IPSOS – Qualimétrie
Septembre à Novembre 2023
Plus d'infos sur escda.tn

www.hyundai.com.tn

 **HYUNDAI**

les industries capitalistiques, lesquelles se démarquent des industries manufacturières, le taux d'encadrement fait la différence car la part d'ingénierie est déterminante.

Redorer l'image de la Tunisie

L'expansion de Marquardt, est une réussite partagée. Sur ce Néopark de standing, le pays rompt avec les ateliers gorgés de populations composées de "petites mains" exécutant des tâches de sous-traitance, pour aller vers des espaces où s'activent des effectifs avec un niveau élevé d'expertise. Passer du "coût minute", au co-développement est un acte de maturité économique. Ce n'est pas qu'un changement de décor mais bien un basculement technologique.

Cela ouvre une possibilité, la remontée des flux aidant, pour se hisser de la pièce auto à la construction ! Harald Marquardt, en bon preneur de risques, dont le groupe est déployé sur trois continents, a choisi la Tunisie comme point d'attache exclusif sur le continent africain. Harald en langue germanique signifie "Chef d'armée", aujourd'hui il se retrouve dans la posture du chef d'entreprise victorieux. Il a misé sur le site tunisien et le temps semble couronner son initiative.

Ali DRISS



Tunisie

Zoppas Industries prévoit 1.000 emplois d'ici 2025

Dans le cadre d'accompagnement et du suivi continu des leads particulièrement convertis avec succès en investisseurs, l'Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur (FIPA-Tunisia) a rendu visite, le 25 septembre 2024, à Zoppas Industries Tunisia, nouvellement implantée à Sahline, Neopark Monastir.

Cette entreprise italienne, spécialisée dans la fabrication de résistances chauffantes pour l'industrie, a choisi la Tunisie pour son premier investissement en Afrique, fruit des efforts de

démarchage de FIPA-Tunisia à Milan.

Avec un investissement initial de plus de 5 millions de dinars, la société a débuté ses activités avec une centaine d'employés, prévoyant de créer jusqu'à 1.000 emplois d'ici 2025. L'usine s'étendra sur 20.000 m².

Déjà présente dans 15 pays en Europe, Amérique et Asie, Zoppas Industries voit en la Tunisie un atout stratégique pour renforcer sa compétitivité à l'international.



Qui est Zoppas Industries, l'entreprise italienne qui s'installe en Tunisie ?

Zoppas Industries est une entreprise italienne spécialisée dans la création de solutions de chauffage électrique intelligentes. ZI Heating Element Technologies a débuté ses activités en 1963 sous le nom d'IRCA. Entre 1964 et 1970, IRCA a orienté son activité vers la conquête du leadership sur le marché italien prometteur de l'après-guerre et vers le succès en Europe, notamment

dans les applications destinées au secteur de l'électroménager.

Zoppas Industries développe des produits pour les marchés des applications domestiques, de l'automobile et du transport, des secteurs industriels et des applications commerciales.

L'entreprise compte plus de 8.000 employés dans le monde

et dans 15 pays.

Zoppas Industries Heating Elements Technologies, l'un des principaux fabricants d'éléments chauffants, a obtenu la note B- lors de l'évaluation annuelle du CDP sur le changement climatique, renforçant ainsi son engagement en faveur de pratiques durables.



La 5G débarque en Tunisie

Orange, Ooredoo et Tunisie Télécom en lice

Les trois opérateurs, Orange, Ooredoo et Tunisie Télécom, ont officiellement déposé leur candidature pour l'obtention de la licence 5G. Et c'est au cours d'une cérémonie organisée au ministère des Technologies de la Communication.

Le ministre Sofiene Hemissi a souligné l'importance cruciale de cet investissement pour le pays, soulignant qu'il permettra de suivre les avancées technologiques mondiales et de renforcer la compétitivité de l'économie tunisienne.

Les opérateurs, de leur côté, ont réaffirmé leur engagement à soutenir la stratégie numérique nationale.



Le Guide
2024

Épargne retraite

Placements

Épargne



Bourse de Tunis

La BIAT domine les échanges avec 21,8% du volume total

Dans un marché un peu plus dynamique que les semaines précédentes, la bourse de Tunis a terminé la semaine, allant du 23 au 27 septembre 2024, sur une note d'optimisme (+2%), s'établissant à 9981,7 points, d'après l'analyse hebdomadaire de l'intermédiaire en bourse, Tunisie Valeurs.

L'indice de référence affiche une performance de +14,1% depuis le début de l'année. Sur le front des échanges, même en l'absence des transactions de bloc, les volumes ont été assez soutenus, totalisant une enveloppe de 22,7

millions de dinars (MD), soit un volume journalier moyen de 4,5 MD. Le titre BIAT a été le titre le plus échangé sur la semaine, accaparant 21,8% du volume total échangé.

Analyse des valeurs :

Le titre SOTEMAIL a affiché la meilleure performance de la semaine.

L'action du spécialiste en céramiques a affiché la meilleure performance de la semaine, se hissant de +13% à 1,300 D, dans un flux quasi-nul.

Le titre SOTETEL a figuré parmi

les plus grands gagnants de la semaine. L'action du spécialiste en télécommunications a progressé de 11,3% à 6,180 D, dans un volume de 465 mille dinars sur l'ensemble de la semaine.

Le titre BTE s'est retrouvé en queue du peloton. La valeur a perdu -10,9% à 4,400 D, dans un volume d'échange dérisoire.

Amassant le plus important volume de la semaine, soit 4,9 MD, la BIAT a été le titre le plus échangé de la semaine, accaparant 21,8% du volume total échangé sur le marché. Le titre a pris 8% à 108,910 D.



Nominations

Le conseil d'administration de la Banque Tuniso Koweïtienne (BTK) a décidé, lors de sa réunion, le 25 septembre 2024, sur proposition du directeur général, Lassaad Ben Romdhane, de nommer Mehdi Ben Rayana au poste de directeur général adjoint (DGA) à la BTK, chargé des risques et engagements et Zied Fatnassi, directeur général adjoint chargé des activités IT et supports.

Mehdi Ben Rayana, présent au sein de la BTK depuis 2008, a débuté sa carrière en tant qu'analyste du risque à la Direction des risques. Depuis le 1er novembre 2023, il occupait la fonction de directeur du Pôle Risques et Engagements de la banque.

De son côté, Zied Fatnassi, qui assumait les responsabilités de directeur des systèmes d'information avant sa nouvelle nomination, contribuera désormais à renforcer les activités technologiques et supports de la BTK.

BIAT

Augmentation de capital par Incorporation de Réserves

Le Conseil d'Administration de La Banque Internationale Arabe de Tunisie, réuni le 25 septembre 2024, a décidé de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire (AGE) pour le vendredi 1er novembre 2024, et ce, afin de statuer sur une proposition d'augmentation du capital de la Banque par incorporation de réserves.

Cette augmentation de capital prévoit l'émission de 5.100.000 actions nouvelles, d'une valeur

nominale de 5 dinars chacune, à attribuer gratuitement aux anciens actionnaires, à raison d'une action (1) nouvelle gratuite pour sept (7) anciennes.

Le capital social de la BIAT passerait ainsi de 178,5 millions de Dinars à 204,0 millions de Dinars, soit une augmentation de 25,5 millions de Dinars.

Les nouvelles actions porteront jouissance à partir du 1er janvier 2024.



ATB

البنك العربي لتونس



كانك صاحب محل

تجاري ، أخلص بال TPE

و اربح

SEJOUR POUR DEUX

Devises, Taux, Indicateurs

Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

01/10/2024

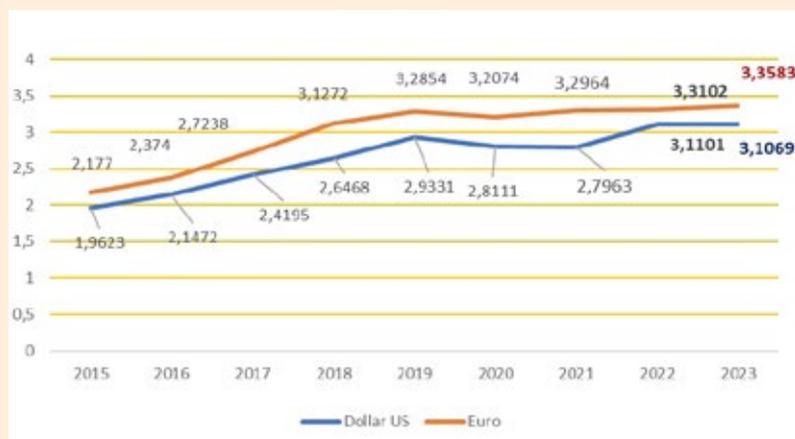
MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
DINAR ALGÉRIEN	DZD	10	0,2298
DOLLAR CANADIEN	CAD	1	2,2578
DOLLAR DES USA	USD	1	3,0402
LIVRE STERLING	GPB	1	4,0557
YEN JAPONAIS	JPY	1000	21,2721
DIRHAM MAROCAIN	MAD	10	3,1214
FRANC SUISSE	CHF	10	36,0515
EURO	EUR	1	3,3725
DINAR LIBYEN	LYD	1	0,6438
Yuan Chinois	CNY	1	0,4342

Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

PERIODE	USD	EUR
3 MOIS	3,0778	3,4277
6 MOIS	3,1149	3,4786

Cours de devises en dinar Tunisien

Moyenne des cours du marché interbancaire (annuel)
2015 - 2023



7,99%
TMM
02/10/2024

8,00%
TID
02/10/2024

7,99%
TMM
Septembre 2024

7,00%
TRE
Octobre 2024

25,321
Milliard
Avoirs en devise
02/10/2024

114
Jours
d'importations
02/10/2024



Tunindex

9 989,34

Var. Année **11,83 %**
27/09/2024

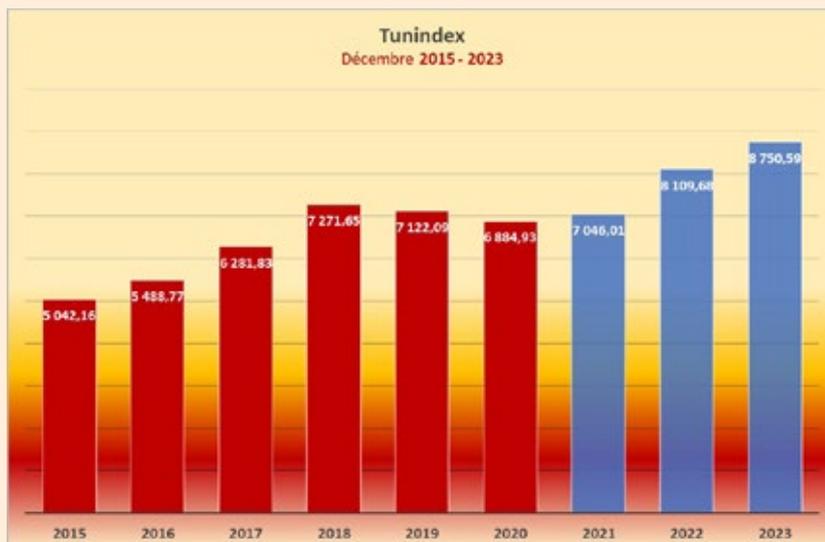
Tunindex 20

4 442,47

Var. Année **16,12 %**
27/09/2024Volume semaine **42,115** Million DTCapitalisation **26,03** Milliard DTPER marché **9,17**
(Aout)

INDICES SECTORIELS

Code ICB		INDICE	Var An
8000	Sociétés Financières	7 582,63	15,74%
8300	Banques	7 075,81	15,98%
8500	Assurances	14 528,86	2,02%
8700	Services Financiers	12 131,37	32,08%
5000	Services aux Consommateurs	3 091,17	2,95%
5300	Distribution	4 870,12	2,95%
3000	Biens de Consommations	8 297,25	18,16%
3500	Agro-Alimentaire et Boissons	10 224,97	17,13%
3700	Produits Ménagers et de Soins Personnel	2 633,92	21,31%
2000	Industries	1 690,44	1,89%
2300	Batiment et Matériaux de Constructions	701,08	-0,91%
1000	Matériaux de Base	4 509,26	15,47%



+ FORTES HAUSSES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
SOTEMAIL		12,50%
STIP		9,71%
UBCI		9,16%
NIAT		8,05%
BH LEASING		6,36%

+ FORTES BAISES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
BTE (ADP)		-10,93%
SOMOCER		-8,51%
OFFICEPLAST		-5,83%
MONOPRIX		-5,30%
MAGASIN GENERAL		-5,01%

+ FORTES BAISES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
SOTEMAIL		-57,01%
SOMOCER		-41,10%
ALKIMIA		-40,88%
CIMENTS DE BIZERTE		-36,17%
UADH		-33,85%

+ FORTES HAUSSES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. AN
SOTETEL		71,67%
LAND'OR		62,17%
SIPHAT		56,91%
MPBS		52,24%
SPDIT-SICAF		47,06%

COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		27/09/2024	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2023	Semaine précédente	De la semaine			
SOCIETES FINANCIERES								14 719,406
BANQUES								12 299,150
Amen Bank	5	30 264 000	33,500	42,800	44,000	2,80%	31,34%	1 331,616
ATB	1	100 000 000	2,700	2,990	2,960	-1,00%	9,63%	296,000
BH Bank	5	47 600 000	11,950	13,710	13,770	0,44%	15,23%	655,452
BIAT	5	35 700 000	91,900	100,800	108,910	8,05%	18,51%	3 888,087
BNA	5	64 000 000	8,130	8,100	7,940	-1,98%	-2,34%	508,160
Banque de Tunisie	1	270 000 000	5,380	5,140	5,200	1,17%	-3,35%	1 404,000
BTE (ADP)	20	1 000 000	4,970	4,940	4,400	-10,93%	-11,47%	4,400
STB	5	155 375 000	3,740	2,990	2,980	-0,33%	-20,32%	463,018
Attijari Bank	5	42 000 000	46,140	52,450	53,200	1,43%	15,30%	2 234,400
UBCI	5	20 001 529	22,500	22,500	24,560	9,16%	9,16%	491,238
UIB	5	32 560 000	25,900	23,000	23,000	0,00%	-11,20%	748,880
Wifack Bank	5	30 000 000	8,700	9,000	9,130	1,44%	4,94%	273,900
ASSURANCES								1 317,656
ASTREE	5	6 000 000	48,500	46,000	46,000	0,00%	-5,15%	276,000
BH Assurances	5	2 660 000	48,750	47,260	47,260	0,00%	-3,06%	125,712
STAR	10	2 307 693	176,700	166,000	165,000	-0,60%	-6,62%	380,769
Tunis RE	5	20 000 000	7,200	6,900	7,090	2,75%	-1,53%	141,800
Assur. MAGHREBIA	10	4 500 000	52,450	53,250	53,250	0,00%	1,53%	239,625
MAGHREBIA Vie	1	25 000 000	6,040	6,100	6,150	0,82%	1,82%	153,750
LEASING								697,442
ATL	1	32 500 000	3,600	3,900	3,900	0,00%	8,33%	126,750
BH Leasing	5	7 000 000	3,240	4,090	4,350	6,36%	34,26%	30,450
Best Lease	1	30 000 000	2,000	2,300	2,300	0,00%	15,00%	69,000
CIL	5	7 000 000	19,190	21,800	21,850	0,23%	13,86%	152,950
Hannibal Lease	5	11 000 000	5,270	7,450	7,450	0,00%	41,37%	81,950
Attijari Leasing	10	2 750 000	16,800	19,400	19,650	1,29%	16,96%	54,038
Tunisie Leasing Fact	5	10 800 000	13,000	16,880	16,880	0,00%	29,85%	182,304
SOCIETES D'INVESTISSEMENTS								405,158
PL. TSIE Sicaf	10	1 000 000	48,950	46,010	46,010	0,00%	-6,01%	46,010
SPDIT Sicaf	1	28 000 000	8,500	12,500	12,500	0,00%	47,06%	350,000
Tuninvest Sicar	1	966 000	9,000	9,470	9,470	0,00%	5,22%	9,148
INDUSTRIES								10 126,803
HOLDING								2 354,084
OneTech Holding	1	80 400 000	8,920	9,040	9,130	1,00%	2,35%	734,052
Poulina GH	1	180 003 600	8,000	9,000	9,000	0,00%	12,50%	1 620,032
AGRO-ALIMENTAIRE								4 054,627
CEREALIS	1	4 888 889	13,300	13,300	13,300	0,00%	0,00%	65,022
Delice Holding	10	54 907 262	11,700	14,450	15,000	3,81%	28,21%	823,609
LAND'OR	1	13 784 285	6,000	9,700	9,730	0,31%	62,17%	134,121
SFBT	1	247 500 000	12,450	12,200	12,250	0,41%	-1,61%	3 031,875
SOPAT	1							0,000
PHARMACEUTIQUE								243,900
ADWYA	1							0,000
SIPHAT	5	1 800 000	3,760	5,980	5,900	-1,34%	56,91%	10,620
UNIMED	1	32 000 000	7,480	7,090	7,290	2,82%	-2,54%	233,280
COMPOSANTS AUTOMOBILE								46,533
ASSAD	1	24 000 000	0,840	0,670	0,660	-1,49%	-21,43%	15,840
GIF-FILTER	1	10 536 994	0,530	0,390	0,380	-2,56%	-28,30%	4,004
STEQ	5	1 400 000	6,500	6,500	6,500	0,00%	0,00%	9,100
STIP	3	4 207 824	4,540	3,810	4,180	9,71%	-7,93%	17,589

source: bVMT

données fournis à titre indicatif

COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture			Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2022	Semaine précédente	27/09/2024 De la semaine			
CIMENTIER								727,423
Carthage Cement	1	343 624 940	1,970	2,030	2,040	0,49%	3,55%	700,995
Ciments de Bizerte	1	44 047 290	0,940	0,620	0,600	-3,23%	-36,17%	26,428
CHIMIE								343,774
Air Liquide	25	1 637 504	81,120	84,000	84,490	0,58%	4,15%	138,353
ALKIMIA	10	1 947 253	29,770	17,840	17,600	-1,35%	-40,88%	34,272
ICF	10	2 100 000	71,400	77,400	81,500	5,30%	14,15%	171,150
INDUSTRIES DIVERSES								2 209,819
AMS								0,000
Euro-Cycle	1	9 801 000	15,950	13,000	12,850	-1,15%	-19,44%	125,943
MPBS	2	10 334 430	5,360	8,200	8,160	-0,49%	52,24%	84,329
New Body Line	1	4 250 400	5,300	4,970	4,880	-1,81%	-7,92%	20,742
Office PLAST	1	14 662 164	1,220	1,030	0,970	-5,83%	-20,49%	14,222
SAH Lilas	1	84 015 979	9,100	9,690	10,030	3,51%	10,22%	842,680
Atelier Meubles Int	1	5 561 635	4,400	5,800	6,050	4,31%	37,50%	33,648
SIAME	1	15 444 000	3,820	3,630	3,530	-2,75%	-7,59%	54,517
SANIMED	1,109	12 400 000	1,260	1,170	1,170	0,00%	-7,14%	14,508
SOMOCER	1	40 656 000	0,730	0,470	0,430	-8,51%	-41,10%	17,482
SOTEMAIL	1	34 513 514	3,140	1,200	1,350	12,50%	-57,01%	46,593
SOTUVER	1	39 254 475	12,000	11,700	11,900	1,71%	-0,83%	467,128
SOTIPAPIER	1,09	28 184 091	5,630	5,220	5,170	-0,96%	-8,17%	145,712
SOTRAPIL	5	4 138 200	14,950	13,900	13,850	-0,36%	-7,36%	57,314
TPR	1	50 000 000	4,970	5,620	5,700	1,42%	14,69%	285,000
IMMOBILIER								76,268
SIMPAR	5	1 100 000	35,010	34,400	34,400	0,00%	-1,74%	37,840
SITS	1	15 600 000	1,700	1,880	1,900	1,06%	11,76%	29,640
ESSOUKNA	1	5 050 500	1,500	1,750	1,740	-0,57%	16,00%	8,788
TECHNOLOGIE								70,375
AETECH	1	2 223 334	0,330	0,270	0,280	3,70%	-15,15%	0,623
TELNET Holding	1	12 130 800	7,700	5,760	5,750	-0,17%	-25,32%	69,752
SERVICES								1 467,554
DISTRIBUTION AUTOMOBILE								863,188
ARTES	1	38 250 000	6,500	6,620	6,790	2,57%	4,46%	259,718
CITY CARS	1	18 000 000	12,480	12,490	12,300	-1,52%	-1,44%	221,400
ENNAKL Automobile	1	30 000 000	12,500	10,900	10,940	0,37%	-12,48%	328,200
UADH	1	36 953 847	0,650	0,450	0,430	-4,44%	-33,85%	15,890
STA	1	2 000 000	19,500	19,300	18,990	-1,61%	-2,62%	37,980
AUTRES SERVICES								197,480
CELLCOM	1	4 461 532	1,590	2,360	2,300	-2,54%	44,65%	10,262
ELECTROSTAR	2	10 287 556	0,280	0,320	0,320	0,00%	14,29%	3,292
MIP	1	4 398 937	0,140	0,090	0,090	0,00%	-35,71%	0,396
TUNISAIR	1	106 199 280	0,440	0,370	0,380	2,70%	-13,64%	40,356
SMART Tunisie	5	8 677 237	16,530	16,900	16,500	-2,37%	-0,18%	143,174
TELECOMMUNICATIONS								108,185
SERVICOM	1	11 874 000	0,220	0,240	0,240	0,00%	9,09%	2,850
SOTETEL	5	4 636 800	3,600	6,000	6,180	3,00%	71,67%	28,655
Tawasol GH	1	108 000 000	0,710	0,740	0,710	-4,05%	0,00%	76,680
DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION								298,701
Sotumag	1	13 200 000	5,080	6,190	6,250	0,97%	23,03%	82,500
Magasin General	1	15 777 070	7,990	7,780	7,390	-5,01%	-7,51%	116,593
Monoprix	2	25 345 736	5,140	4,150	3,930	-5,30%	-23,54%	99,609
<i>(Données fournis à titre indicatif)</i>								26 313,763
source: BVMT								

Tunisiens

Résidents à l'Étranger





Tunisie

La CTAF au cœur d'une polémique, quels sont les enjeux?

L'arrestation, il y a quelques jours de la secrétaire générale de la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF), a soulevé un tollé sur la place publique. Cette arrestation ne doit pas passer inaperçue d'autant plus que ce haut cadre de la BCT nommée à la CTAF a été ensuite relaxée.

Pourquoi la secrétaire générale a été mise en détention ? Quels sont les chefs d'accusation ? Les

questions que nous avons essayé de poser à des sources à la BCT n'ont pas trouvé réponse. Il va falloir attendre la levée du secret de l'instruction pour comprendre les raisons profondes qui ont convaincu la brigade et le pôle judiciaire de procéder à une opération de descente dans une institution indépendante et la justification d'une telle décision dont l'impact sur l'image de la BCT qui abrite la **CTAF** ne sera pas des plus positifs.

Il faut reconnaître que la CTAF est visée depuis quelques mois par des critiques acerbes faisant douter de sa "volonté" à lutter réellement contre les délits financiers et en prime, le blanchiment d'argent ainsi que les transferts de fonds allant vers des associations ou des activistes politiques ainsi que l'évasion fiscale.

Pour ceux qui pensent que la commission est en train de

geler de lourds dossiers de délits financiers, il faut savoir que la CTAF ne dispose ni du pouvoir de l'autosaisine et ni de police judiciaire. Il revient à sa cellule opérationnelle de traiter les déclarations de soupçon et infractions et en cas de confirmation du soupçon, les conclusions sont remises aux autorités judiciaires et aux autorités compétentes qui doivent agir en prenant les mesures qui s'imposent.

La CTAF n'agit pas de son propre chef mais engage des investigations après avoir reçu des déclarations de soupçons (DS) de différents acteurs socioéconomiques, qu'il s'agisse des banques, des experts comptables, des agents immobiliers, des bijoutiers et ainsi de suite et opère dans le cadre de ce que lui autorise la loi sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme promulguée en 2015.

Pour rappel, le nombre de DS reçues en 2023 s'est établi à 804 contre 529 en 2022, soit une hausse de 51,9% qui s'explique, principalement par la réception d'un nombre important de déclarations de soupçon ayant pour objet des cas de traite des personnes et de trafic de migrants.

Les DS reçues en 2023 ont été émises par des banques (750),

établissements de leasing (21), compagnies d'assurance (14), intermédiaires en bourse (9), microfinance (1), Avocats (1) et autorités de supervision (4). Les déclarations reçues par la CTAF concernent dans leur grande majorité le blanchiment d'argent (96,22%) et le financement du terrorisme (3,78%).

En 2023, la Cellule Opérationnelle a traité 582 DS, contre 520 DS en 2022, soit une progression de 11% et comme l'article 127 de la loi organique n°2015-26 du 7 août 2015, permet à la CTATF de procéder au gel des avoirs, en 2023, la commission a gelé 22.228.997 TND contre 15.877.681 TND en 2022 soit des montants composés à hauteur de 76,71% de dinars et à hauteur de 23,29% de devises.

83% des avoirs gelés sont associés à des soupçons de blanchiment d'argent et 17% à des soupçons de financement de terrorisme.

La CTAF reçoit aussi des requêtes de l'international

La CTAF agit aussi dans le cadre de la coopération internationale. En 2023 elle a émis 100 demandes de collaboration de la part de ses homologues internationaux (Les requêtes des partenaires étrangers ont baissé de 70 à 31 demandes).



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)



Pour étudier les dossiers importants, une commission siège à la CTAF où sont représentés les ministères de la Justice, de l'Intérieur, des Finances, le Conseil du Marché financier, la direction générale des Douanes, le comité général des Assurances et l'Office national des Postes.

Les questions qui se posent après la présentation succincte des réalisations de la CTAF en 2023 et de ses attributions :

- Les dossiers étudiés par la CTAF sont-ils examinés uniquement par l'équipe des investigateurs CTAF ou soumis à l'appréciation des membres de la commission représentant les différentes parties concernées par les délits financiers et participant aux enquêtes chacune selon son champ d'action et si c'est le cas, reviendrait-il seulement à la CTAF d'assumer les responsabilités du non-aboutissement de certaines investigations ou aussi à ses partenaires institutionnels publics?
- Quelle image donnons-nous de la CTAF devant le GAFI (Le Groupe d'action financière qui dirige l'action mondiale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme) si nos propres autorités ne font

pas confiance à l'institution censée lutter contre les délits financiers et estiment qu'elle souffre de graves lacunes dans la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération ?

Et enfin, que devons-nous attendre du GAFI qui devrait venir en Tunisie au deuxième trimestre 2025 pour juger du maintien de la Tunisie en dehors de la liste noire ou grise qui désigne les pays dont les régimes LCB-FT (lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme) fléaux du 21ème siècle, présentent des lacunes et doivent subir une surveillance accrue, lorsque nous mêmes, nous doutons de l'efficacité de la CTAF dans sa lutte contre ses deux fléaux ?

Des questions auxquelles nous l'espérons, les pouvoirs publics acceptent de répondre pour que toutes les actions prises s'agissant d'enjeux importants, puissent évaluer leurs impacts sur d'importantes institutions du pays, leur image et l'image de la Tunisie.

Amel Belhadj Ali

(Source : rapport CTAF 2023)

Contentieux électoral

La Loi organique modifiant certaines dispositions de la loi organique n°2014-16 relative aux élections et aux référendums, adoptée, vendredi, à la majorité des voix, vient de paraître dans le Journal Officiel de la République Tunisienne (JORT).

La loi paraphée par le président de la République, Kais Saïed, a modifié le système de recours électoraux en transférant la compétence du contentieux administratif vers le contentieux judiciaire.

Elle stipule également qu'aucune instance judiciaire autre que celle désignée par cette loi ne peut être saisie ou continuer à être saisie des litiges, recours et décisions liés aux élections présidentielle de 2024.

Le bureau du Parlement a examiné, lors de sa réunion du 20 septembre dernier, une proposition de loi organique relative à la modification de certaines dispositions de la loi électorale, présentée par 34 députés, avec une demande d'examen en urgence.



Réserves de change

La Libye en tête en Afrique

En Afrique les réserves de change jouent un rôle crucial pour atténuer les chocs économiques, soutenir les importations et garantir la stabilité financière.

Selon le rapport 2024 d'AfreximBank, en tête du classement, la Libye occupe la première place avec des réserves de 80,7 milliards de dollars, malgré l'instabilité politique.

L'Algérie grâce à ses exportations d'hydrocarbures, figure parmi les pays aux plus importantes réserves de devises étrangères, se plaçant en deuxième position avec 70,3 milliards de dollars.

Le rapport souligne l'impact positif des prix élevés des matières premières, en particulier du pétrole brut, sur les recettes d'exportation et la balance des paiements des pays africains. Outre la Libye et l'Algérie, l'Afrique du Sud complète le podium avec des réserves de 57,6 milliards de dollars, constituées principalement d'or et de devises. Les autres pays du Maghreb, le Maroc et la Tunisie, se situent respectivement à la quatrième et huitième places. Le Maroc, avec des réserves de 34,8 milliards de dollars, bénéficie de ses secteurs agricole, minier et manufacturier. La Tunisie, bien que ses réserves soient plus modestes (8,8 milliards de dollars), profite d'une

économie diversifiée qui inclut le tourisme et l'industrie.

Le Nigeria, premier producteur de pétrole d'Afrique, se place en cinquième position avec 27,4 milliards de dollars de réserves, mais fait face à des défis liés à l'inflation et à la stabilité des taux de change. L'Égypte, quant à elle, est sixième avec 25,5 milliards de dollars, soutenue par le tourisme et un secteur manufacturier en pleine croissance.

L'Angola, le Kenya et l'Ile Maurice ferment ce top 10 africain des réserves de change, respectivement avec 14, 8,6 et 5,9 milliards de dollars.

نبنيو معاكم طموحاتكم مع قرض سكن UBCI



للمزيد من المعلومات، اتصلو بنا على 70 000 050



Cogitations africaines sur le chômage des diplômés

« Le chômage des diplômés en Afrique : pour un changement de paradigme », tel est le thème de l'université d'été et de la conférence académique internationale qu'organisera, du 1er au 5 octobre à Hammamet, le consortium d'universités «African Centre for Career Enhancement & Skills Support» (Access).

Objectif : débattre de la problématique endémique de la

stagnation du marché du travail des diplômés en Afrique en dépit du niveau d'éducation croissant des citoyens des pays africains.

Concrètement les participants à ces manifestations discuteront des conclusions d'une étude de recherche effectuée sur le **chômage** des diplômés. Il s'agit d'un programme doctoral qui a permis à quinze étudiants africains, dont trois Tunisiens, de préparer des thèses, en Allemand

ou en anglais, sur l'employabilité des diplômés du supérieur.

Les représentants du consortium qui regroupe six universités africaines du Bénin, du Ghana, du Kenya, du Nigeria, du Rwanda et de la Tunisie, se proposent en partenariat avec l'université de Leipzig, en Allemagne, d'étudier « les moyens de mettre en œuvre de nouveaux modèles d'enseignement dans le but de renforcer l'employabilité des étudiants africains ».



«Le chômage des diplômés est un enjeu majeur pour le développement de l'Afrique.»

Recentrage du théorique traitant du rapport formation-développement

Selon la littérature fournie par les organisateurs de cette manifestation africaine, l'université d'été sera articulée autour de deux axes majeurs. Le premier consistera « à traiter de l'importance de revenir aux sources théoriques, particulièrement économiques, pour recentrer et actualiser le rapport entre amélioration des niveaux d'éducation et de formation des populations, surtout universitaire, et croissance économique et développement ».

Le second volet analysera des questions de grande actualité. Il s'agit de la formation universitaire, du mauvais choix des étudiants des filières enseignées dans les établissements d'enseignement supérieurs, de la qualité de l'enseignement supérieur dans les pays africains.

Ces questions sont d'une actualité brûlante lorsqu'on sait que le chômage des diplômés a tendance à devenir, de plus en plus, massif dans les pays africains, générant en

conséquence, des problèmes d'ordre politique et social.

« Ces problèmes se sont traduits, pour le cas de la Tunisie, par des mouvements sociaux qui se sont radicalisés jusqu'à la remise en cause du système politique en janvier 2011 », lit-on dans l'exposé des motifs de cette manifestation.

La formation des enseignants sera à l'ordre du jour

Point d'orgue de cette université d'été : un intérêt particulier sera accordé au renforcement des capacités des enseignants, des doctorants et du personnel des universités. L'objet de ce renforcement est, en amont, de recherche fondamentale, pédagogique et didactique puisqu'il propose d'alimenter les pratiques de recherche et de la classe par un apprentissage qui prendra source dans les différents terrains et dans l'environnement socio-économique. D'autre part, l'aspect réseautage universitaire, sera également privilégié.

«Le renforcement des compétences des enseignants est essentiel pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur.»

De l'Eau

En dépit de fortes précipitations ces derniers jours et dernières semaines, le niveau de remplissage reste très bas à 22,3% le 27 septembre 2024.

Ce taux est de 26,5% dans les barrages du nord, de seulement 7,6% pour les barrages du centre et un simple 3,7% au Cap-Bon.

Le stock dans les barrages est estimé à 522,528 millions de m³, contre une moyenne des trois dernières années de 664,667 millions de m³.

Le barrage MELLEGUE est le seul à avoir un taux de remplissage au-dessus des 50% avec 56% de sa capacité, suivi par BOUHERTMA et SIDI EL BARRAK à 32%.

Le barrage le plus important au niveau de sa capacité de remplissage, SIDI SAAD, est à 16%, suivi par le barrage SIDI SALEM avec un taux de 17% et BIR MCHERGA est à 15%.

Autre thématique et non des moindres, le partenariat universités, Etablissement d'enseignement supérieurs (ESS) et les entreprises publiques et particulièrement privées sera, également débattu au cours de cette université d'été.

C'est une sorte d'apprentissage en interaction avec la vraie économie et en symbiose avec le monde de l'entreprise. Les travaux seront axés sur le renforcement des capacités des enseignants et des doctorants, en intégrant des pratiques pédagogiques et de recherches adaptées aux réalités socioéconomiques.

«Le partenariat entre les universités, les entreprises et les gouvernements est indispensable pour lutter contre le chômage des jeunes.»

Le réseautage universitaire et la coopération entre universités et entreprises seront également encouragés. Les ateliers offriront l'occasion de promouvoir des techniques innovantes en matière de recherche, d'enseignement (e-learning) et de gestion universitaire.

Les participants auront également l'occasion d'interagir et de participer, via des ateliers divers, à la construction de méthodologies innovantes, entre autres celles de la planification stratégique dans les universités et EES tunisiens, du Service Learning (apprentissage à vie et extracurriculaire) et son implémentation.

Parallèlement, des chefs d'entreprise et des responsables politiques tunisiens partageront leurs perspectives sur la coopération entre l'université et son environnement économique, social, culturel et technologique. Les participants, venus de divers pays africains, du Maghreb et de l'Europe, échangeront leurs expériences afin de tisser des réseaux africains et européens.

Ultime but recherché : créer une plateforme pratique pour les établissements d'enseignement supérieur (EES) africains, en collaboration avec les entreprises et les agences de coopération au développement.

(nous reviendrons sur les conclusions de cette manifestation)

- Lire - **[Et si l'on savait faire des étudiants subsahariens des vecteurs d'exportation pour la Tunisie!](#)**



AUDIENCE WMC PORTAL
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**
Visites

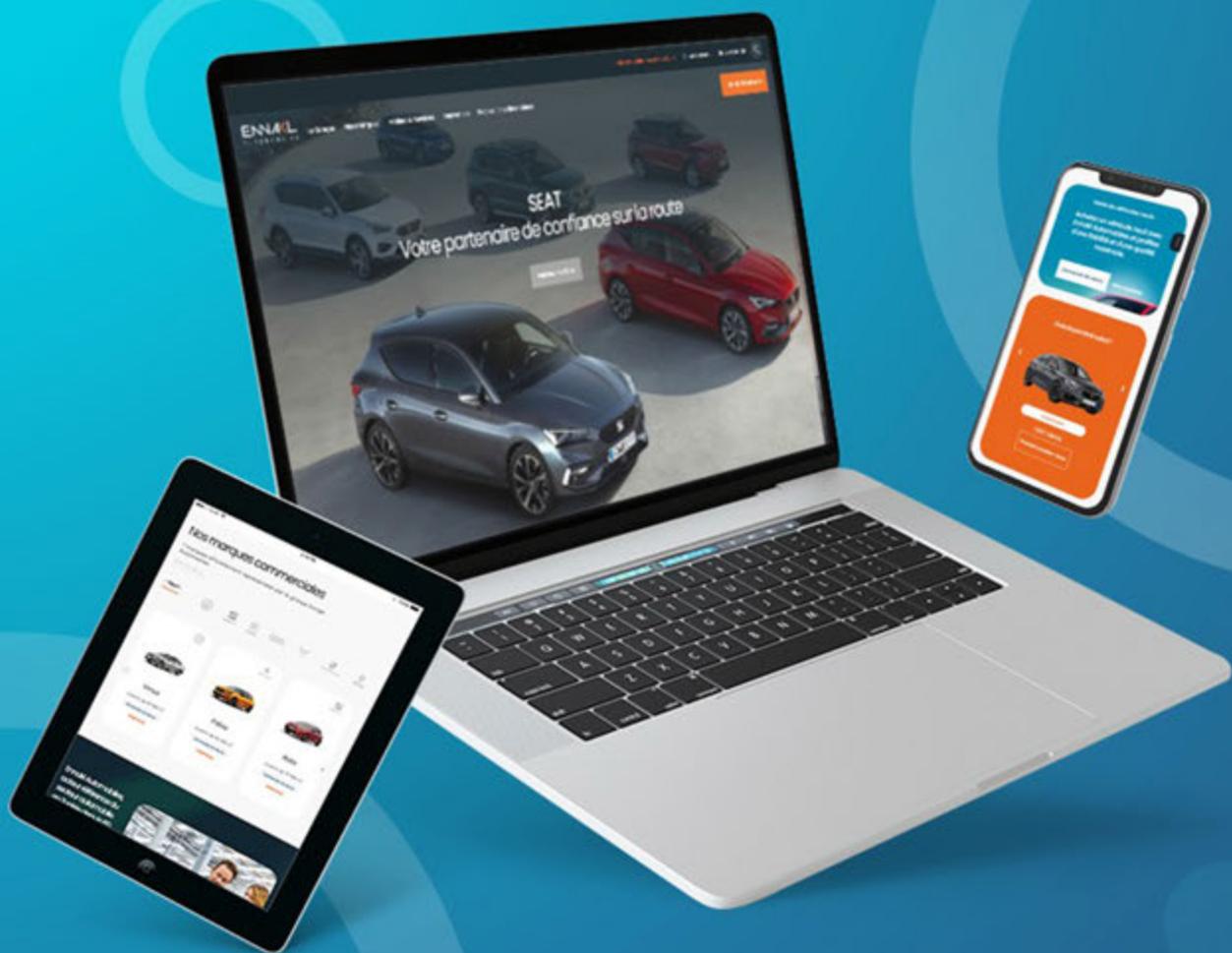
+ de **23 Millions**
Pages Vues

L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants...
associé à un ciblage large public
(depuis 2000)

DÉCOUVREZ NOTRE NOUVEAU SITE WEB

www.ennakl.com



ENNAKL
OCCASIONS



SKODA

SEAT

PORSCHE

CUPRA

RENAULT
TRUCKS

ENNAKL
AUTOMOBILES



«*Terroirs de nos Régions*»

Valorisation du patrimoine agroalimentaire

Face à l'intérêt croissant des consommateurs pour les produits du terroir, la Tunisie ambitionne, en misant sur la valorisation de son patrimoine agroalimentaire, à impulser un nouveau type de tourisme alternatif, fondé sur le patrimoine agroalimentaire, en proposant de nouvelles expériences immersives. Celles-ci permettent aux visiteurs, qu'ils soient locaux ou étrangers, de découvrir le patrimoine lié aux

produits du terroir à travers une approche multisensorielle.

Dans ce contexte, le projet d'Accès aux Marchés des Produits Agroalimentaires et de Terroir PAMPAT, mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) et financé par le Secrétariat d'Etat à l'Economie de la Confédération Suisse (SECO), soutient les opérateurs

des régions tunisiennes pour proposer des voyages immersifs autour des produits du terroir. Ce projet, mentionne un communiqué de presse de l'ONUDI-Tunisie, appuie depuis quelques années pas moins de 250 opérateurs de trois régions Testour, Nabeul et Kairouan pour proposer des voyages immersifs multisensoriels à travers leurs produits agroalimentaires phares et ce dans le cadre de la première

stratégie nationale de valorisation et promotion des produits du terroir baptisée « Terroirs de nos Régions ».

Avec le soutien du PAMPAT, cette stratégie développée par sept ministères tunisiens (Agriculture, Tourisme, Industrie, Affaires culturelles, Economie, Commerce et Environnement), en collaboration avec les patronats du secteur privé (UTAP, UTICA, CONECT), est actuellement mise en œuvre dans ces trois régions. Avec la participation des acteurs locaux, dont des producteurs de produits du terroir, des agriculteurs, des hôtels, des gîtes, des maisons d'hôtes, des restaurants, des tables d'hôtes, des pâtisseries, des glaceries, des épicerie fines, des agences de voyages, ainsi que des associations culturelles, trois produits phares ont été sélectionnés pour chaque région pilote : la grenade de Testour, l'eau de fleur d'oranger de Nabeul et la rose de Kairouan.

Valorisation culturelle des produits de terroir de trois régions pilotes: Testour, Nabeul et Kairouan

L'accompagnement des acteurs locaux dans la valorisation culturelle des produits phares constitue, selon la même source, un autre axe de soutien du projet PAMPAT. La création de nouveaux festivals

à Kairouan et l'enrichissement des manifestations culturelles à Nabeul et Testour ont permis d'augmenter l'impact du volet culturel et d'améliorer le lien avec le secteur touristique.

Ainsi, en visitant Testour, Nabeul et Kairouan, les touristes découvrent non seulement des produits locaux, mais s'immergent aussi dans un univers de traditions et de savoir-faire, laissant une empreinte durable de leur expérience. Cette dynamique a permis de renforcer les liens entre les produits du terroir et le secteur touristique, offrant une large palette d'expériences immersives aux voyageurs en quête d'authenticité.

Cette année, à Testour, chef-lieu de la grenade en Tunisie, la route thématique « Romena Tour à Testour » ou "La Route de la Grenade à Testour" a vu le jour avec l'appui du PAMPAT. Ce parcours thématique, dédié à ce fruit emblématique, propose une immersion dans les traditions locales à travers des activités variées mettant en valeur la grenade sous toutes ses formes.

« Romena Tour à Testour » offre des expériences immersives uniques : des ateliers de pâtisserie locale à base de grenade, des balades dans les vergers, des dégustations de jus frais etc. Dans ce sens, le festival de la grenade se distingue par

ses activités en plein air, comme les randonnées ou les survols en tyrolienne des vergers de grenadiers, ainsi que des ateliers de transformation de grenades... A Kairouan, les festivals de la rose et de la figue de barbarie amplifient l'expérience des visiteurs à travers notamment des expositions, des ateliers et des spectacles variés où les visiteurs peuvent découvrir les saveurs de la rose, de l'huile d'olive et de la figue de barbarie grâce à des brunchs raffinés, des plats traditionnels, des ateliers spécialisés etc.

Les festivals de la fleur d'oranger et de la harissa à Nabeul complètent l'offre des acteurs locaux par des démonstrations immersives, des ateliers de cuisine et des dégustations. Séduits par les senteurs de l'eau de fleur d'oranger et les saveurs épicées de la harissa, les visiteurs, accueillis avec des rituels empreints de l'arôme délicat de l'eau de fleur d'oranger, peuvent s'initier à la fabrication artisanale de la harissa, participer à des ateliers de distillation de la fleur d'oranger et découvrir les techniques ancestrales locales.

Ces nouvelles expériences immersives ont ainsi favorisé une grande dynamique qui a profondément transformé les régions concernées grâce à une forte synergie entre les acteurs des différents secteurs.



Découvrez les Villes Tunisiennes les plus appréciées par les touristes Algériens

Le média Visas & Voyages Algérie (VVA) a récemment publié des chiffres révélateurs concernant l'afflux de touristes algériens en Tunisie. Selon l'Office national du tourisme tunisien en Algérie, entre le 1er janvier et le 20 août 2024, près de 1.960.594 Algériens ont choisi la Tunisie comme destination, marquant une hausse significative de 15,4% par rapport à la même période l'année précédente.

La Tunisie demeure ainsi la destination de choix pour les Algériens, attirés non seulement par la beauté des paysages tunisiens, mais également par l'hospitalité chaleureuse de leurs "grands frères".

Top 8 des Villes Tunisiennes prisées par les Algériens

1. Sousse : Réputée pour sa diversité hôtelière et ses prestations variées, Sousse séduit de nombreux visiteurs.

2. Yasmine Hammamet : Avec ses attractions, dont le parc Carthage Land, Yasmine Hammamet rend les séjours particulièrement agréables.

3. Tunis : La capitale tunisienne charme les Algériens grâce à son mélange harmonieux de tradition et de modernité, sans oublier ses nombreux événements culturels.

4. Nabeul-Hammamet : Les parcs aquatiques de cette région attirent de nombreux familles algériennes en quête de divertissement.

5. Monastir : Destination prisée pour ses riches sites historiques, Monastir fascine les amateurs de culture.

6. Tabarka : La beauté naturelle de cette ville, qui allie mer, montagnes et forêts de pins, est un véritable atout.

7. Djerba : Connue comme "l'île des rêves", Djerba, avec sa capitale Houmet Souk classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, enchante les visiteurs.

8. Bizerte : Moins connue des touristes, cette ville offre une expérience relaxante et authentique.

Ces destinations témoignent de l'engouement croissant des Algériens pour la Tunisie, qui continue d'être un lieu de prédilection pour des vacances alliant détente, culture et découvertes.

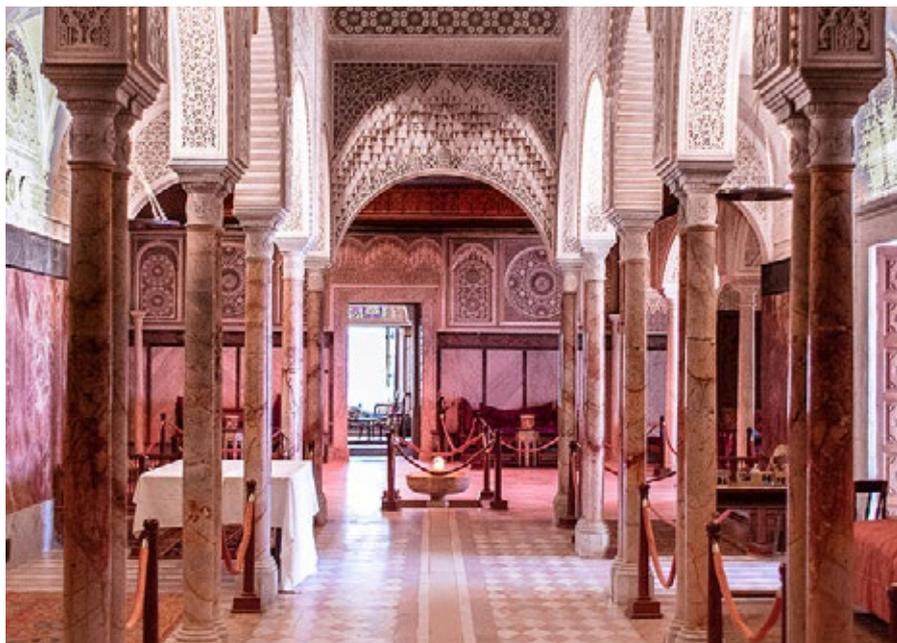
CARTHAGE

image générée par IA



Le Palais Ennejma Ezzahra devient accessible à tous

Comment ?



Lancé le 21 juin 2024 au Palais Ennejma Ezzahra, à Sidi Bou Said (Banlieue nord de Tunis), en marge de la célébration de la Fête de la Musique, ce projet, "Plateforme Vénus : Digitalisation et Médiation Culturelle au Palais Ennejma Ezzahra", financé par le CMAM (Centre des musiques arabes et méditerranéennes) est le fruit d'une collaboration entre experts en technologie et en conservation du patrimoine, une équipe passionnée dont le but ultime étant la valorisation du patrimoine du palais Ennejma Ezzahra.

Il a pour objectif de transformer l'expérience des visiteurs grâce à la digitalisation complète des collections du palais et de ses espaces en tenant compte de l'accessibilité des personnes non voyantes ou mal voyantes. Il s'agit d'une initiative pionnière, visant à rendre l'histoire et la culture accessibles à tous, tout en préservant et valorisant notre riche patrimoine.

L'appellation de la plateforme « Vénus » est choisie en référence à l'Etoile Venus qui n'est autre que Ennejma Ezzahra, à l'instar de "Virgile" pour l'Institut National du Patrimoine en Tunisie ainsi que

des grandes plateformes dans le monde notamment "La Joconde" pour la plateforme des musées de France.

Ce projet entamé depuis près d'un an, offre un accès inédit aux espaces et aux collections numérisées du palais, permettant aux visiteurs, chercheurs et amateurs d'histoire de découvrir les trésors du Palais Ennejma Ezzahra de manière interactive et immersive.

En effet, le parcours de visite a été repensé pour intégrer des technologies modernes et inclusives grâce à une signalétique avec QR Codes placés stratégiquement pour permettre aux visiteurs de scanner et d'obtenir instantanément des informations détaillées sur les objets exposés via leur smartphone.

Afin de garantir l'accessibilité aux personnes malvoyantes, des plaques en braille sont installées le long du parcours. La visite est enrichie par des photographies historiques offrant un regard nostalgique sur le passé du palais et de ses innombrables collections.



Qui était Sadok Gmach, pionnier de la peinture contemporaine en Tunisie ?

La Maison des Arts au Belvédère « Dar el Founoun » (Centre national d'art vivant, Cnav) accueille, du 28 septembre au 19 octobre 2024, une rétrospective dédiée à l'artiste peintre Sadok Gmach, décédé le 9 août 2024.

Intitulée "Sadok Gmach: Récit d'un parcours 1940-2024", cette exposition, organisée en collaboration avec la direction des arts plastiques du ministère des affaires culturelles, rend hommage à la mémoire de ce grand artiste en mettant en lumière un parcours de 60 ans marqué par un héritage artistique exceptionnel.

Le "Récit d'un parcours", dévoile les multiples facettes d'un artiste considéré comme le précurseur de la peinture contemporaine en Tunisie, incarnant un des moments clés de l'histoire artistique du pays.

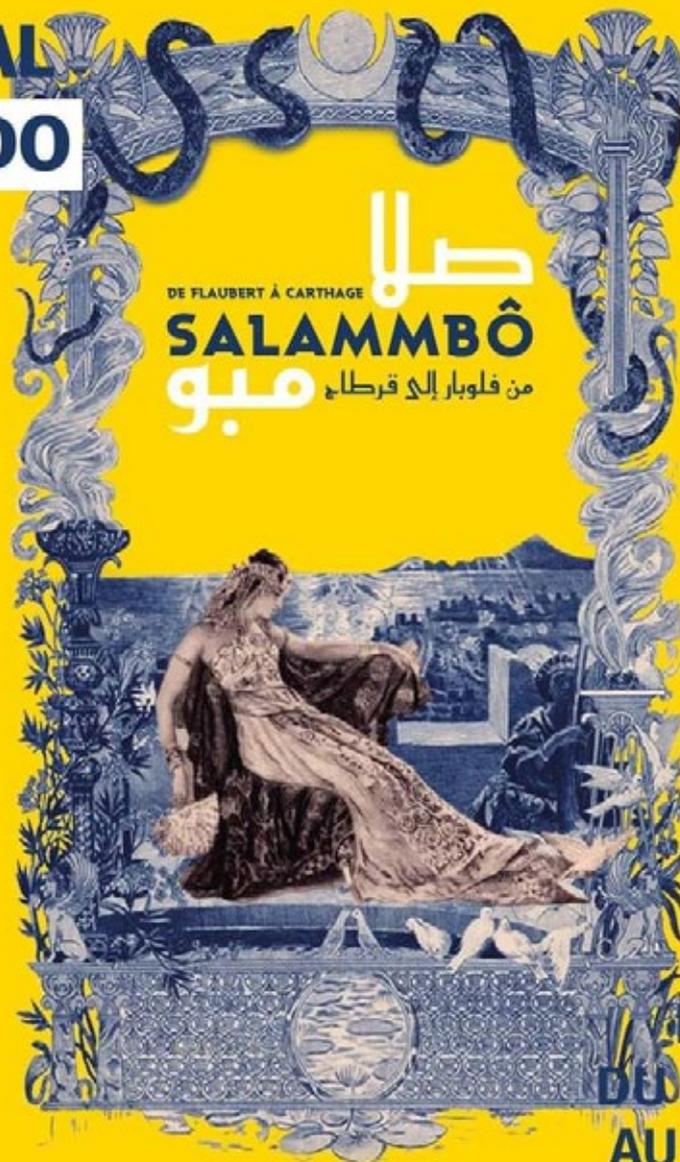
Sadok Gmach a débuté sa carrière dans les années soixante, influencé par les peintres français Pierre Boucherle et Amedeo Modigliani, ainsi que par des artistes tunisiens tels que Yahia Turki, Jalel Ben Abdallah, Ammar Farhat et Zoubeir Turki.

Participant à de nombreuses expositions en Tunisie et à l'étranger, il a également contribué à la création du "Groupe des Six" en 1962, aux

côtés de Najib Belkhodja, Lotfi Larnaout, Nja Mahdaoui, Fabio Roccheggiani et Carlo Carrachi. Ce groupe a profondément marqué le mouvement artistique tunisien des années soixante en s'opposant aux conventions de la génération précédente et en promouvant l'idée que l'art tunisien pouvait avoir un écho international.

Adeptes de la peinture acrylique, Sadok Gmach a développé un univers figuratif, mettant en scène des moments de vie, des traditions, des intérieurs colorés et des thématiques inspirées par ses rencontres, ses émotions, ainsi que le patrimoine culturel et l'histoire de la Tunisie.

MUSÉE NATIONAL DU BARDO



Le Musée du Bardo Accueille l'Exposition «Salammbô»

Un Événement culturel à ne pas manquer

L'exposition phare "Salammbô. De Flaubert à Carthage", dédiée au roman de Flaubert "Salammbô" débarque au Musée du Bardo

de Tunis pour une période de trois mois, dernière étape d'un périple entamé en 2021 au Musée des Beaux-Arts de Rouen, puis en 2022 au Musée

des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, Mucem, à Marseille.

Le vernissage de l'exposition a eu lieu, lundi soir, au Musée du Bardo, la veille de son ouverture au grand public à partir de ce mardi 24 septembre pour se poursuivre jusqu'au dimanche 12 janvier 2025.

Cette exposition est portée par l'Institut National du Patrimoine (INP), l'Agence de Mise en Valeur du Patrimoine et de Promotion Culturelle (Amvppc), le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (Mucem), la Réunion des Musées Métropolitains Rouen Normandie (RMM), la Métropole Rouen Normandie et l'Institut français de Tunisie (IFT), avec le soutien du ministère de la Culture français et du ministère des Affaires culturelles, et en partenariat avec Sybel, Digit-S, l'Office National du Tourisme Tunisien (ONTT) et la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Elle réunit plus de 50 œuvres issues des collections tunisiennes et françaises, dont celles du musée national du Bardo, du musée de Carthage, des musées de la métropole Rouen Normandie, de la Bibliothèque patrimoniale Villon, du musée d'Orsay, de la Bibliothèque nationale de France, des musées de la Ville de Marseille, ainsi que de prêteurs privés.

L'inauguration de l'exposition a été marquée par la présence d'invités

tunisiens et français notamment, dont les dirigeants des institutions en charge du patrimoine national, l'ambassadrice de France à Tunis, la directrice de l'Institut Français de Paris et les commissaires d'exposition.

Tarek Baccouche, directeur de l'Institut national du patrimoine, a représenté la ministre des Affaires culturelles, Amina Srarfi. Dans son allocution prononcée à cette occasion, M. Baccouche a rappelé les expositions précédentes, organisées à Rouen et à Marseille, dans le cadre d'un partenariat avec l'INP ce qui avait permis le prêt de chefs d'œuvres archéologiques provenant du site de Carthage.

« Aujourd'hui, c'est au tour, du musée du Bardo qui a rouvert ses portes, le 18 septembre 2023, d'accueillir dans une nouvelle version l'exposition "Salammbô. De Flaubert à Carthage", a-t-il déclaré.

Cet événement s'inscrit dans la stratégie du ministère des Affaires culturelles et de l'INP, visant la promotion du patrimoine et sa valorisation, a fait savoir Tarek Baccouche, citant un réseau de coopération mis en place par l'INP avec des institutions françaises telles que le CNRS, l'École française de Rome, le musée du Louvre à Paris et le Mucem de Marseille.

Il a présenté une exposition qui « illustre fort bien la coopération tuniso-française dans le domaine du patrimoine historique et archéologique, et qui est très active dans le domaine de la recherche scientifique en témoigne les fouilles menées par des missions archéologiques conjointes dans divers sites comme Carthage, Néapolis, Dougga, Haidra, Thyna.

Le directeur général de l'INP a déclaré que « les fructueuses collaborations dans le domaine du patrimoine entre la Tunisie et la France se poursuivront dans un esprit d'amitié, d'estime réciproque dont il faut reconnaître les apports bénéfiques et pérennes ».

Pour sa part, l'Ambassadrice de France, Anne Guéguen, a qualifié le Musée du Bardo de « lieu exceptionnel pour la richesse de collections et ses mosaïques romaines qui font sa réputation dans le monde entier ». Ce musée est « un lieu puissamment évocateur de l'histoire plurimillénaire de la Tunisie et la collection inestimable qu'il abrite », a encore dit l'ambassadrice française.

Elle a annoncé un événement au cours duquel on célèbre « la troisième et dernière étape d'une exposition itinérante organisée, auparavant, à Rouan et à Marseille.



Arabie Saoudite

L'ambassadrice a également affirmé que « l'organisation de cette exposition incarne parfaitement l'esprit de coopération et d'amitié qui unit nos deux pays ».

Elle a, notamment, salué « l'équipe scientifique tunisienne et française, de chercheurs, archéologues, universitaires conservateurs des différentes institutions qui ont travaillé sur ce projet commun. Leurs travaux ont permis d'approfondir notre compréhension de cette civilisation antique et par extension de nos propres identités culturelles », a expliqué la diplomate.

L'exposition se poursuivra jusqu'au 12 janvier prochain autour d'un vaste programme culturel et artistique, élaboré par l'Institut français de Tunis, en partenariat avec le Musée du Bardo et l'Amvppc qui prévoit des lectures musicales, concerts, rencontres, ateliers créatifs, visites destinées au public scolaire.

Les rendez-vous au menu de ce programme parallèle ayant bénéficié du soutien de l'Institut français à Paris, auront lieu dans divers espaces du musée du Bardo qui sont mis à la disposition de l'IFT gratuitement, a déclaré le chercheur Daouda Sow qui

représente l'Agence de mise en valeur du patrimoine et de promotion culturelle (AMVPPC).

En sa qualité de partenaire de l'INP et de l'IFT, l'Agence s'est engagée dans la réalisation de cette exposition notamment à travers l'impression des brochures, la traduction des textes des brochures et leur impression et la climatisation de l'espace en vue de préserver la qualité des pièces exposées.

L'exposition est placée sous le commissariat de Sylvain Amic, Conservateur général du patrimoine, président de l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie – Valéry Giscard d'Estaing, Imed Ben Jerbania, maître de recherche à l'Institut National du Patrimoine, Myriame Morel-Deledalle, Conservatrice en chef du patrimoine au Mucem.

Une visite guidée dans la salle punique abritant l'exposition a permis de découvrir des trésors archéologiques de la civilisation phénicienne et punique dans cette salle faisant partie du parcours permanent dans le musée du Bardo, en plus d'une cinquantaine de pièces rares tunisiennes et françaises qui logeront temporairement dans les lieux pour une durée de plus de trois mois.

L'Arabie Saoudite connaît un essor sans précédent dans le secteur du tourisme. Selon les dernières données publiées par le ministère saoudien du Tourisme, le royaume a accueilli 17,5 millions de visiteurs étrangers entre janvier et juillet 2024, soit une augmentation de 10% par rapport à la même période l'année précédente.

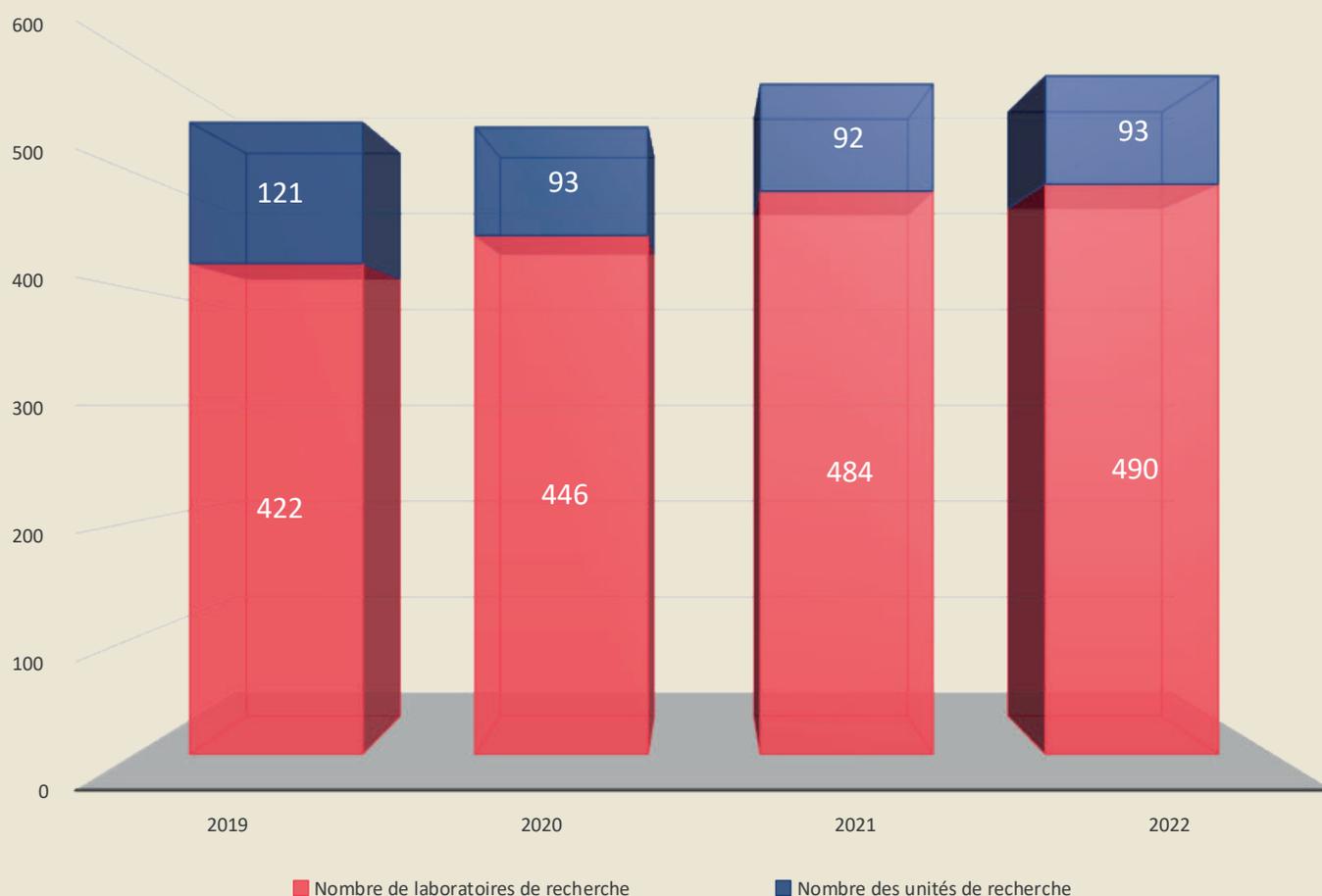
Ce succès est en grande partie dû à la stratégie ambitieuse mise en place par le royaume dans le cadre de la Vision 2030, qui vise à diversifier l'économie et à positionner l'Arabie Saoudite comme une destination touristique de premier plan. Le tourisme de loisirs, en particulier, a connu une croissance remarquable avec 4,2 millions de visiteurs, soit une hausse de 25% par rapport à l'année précédente.

Ces résultats placent l'Arabie Saoudite en tête des pays du G20 en termes de croissance du nombre de touristes et de revenus générés par le tourisme. Le royaume est également reconnu par les Nations Unies comme l'un des pays ayant enregistré la plus forte croissance du tourisme international au cours de l'année écoulée.

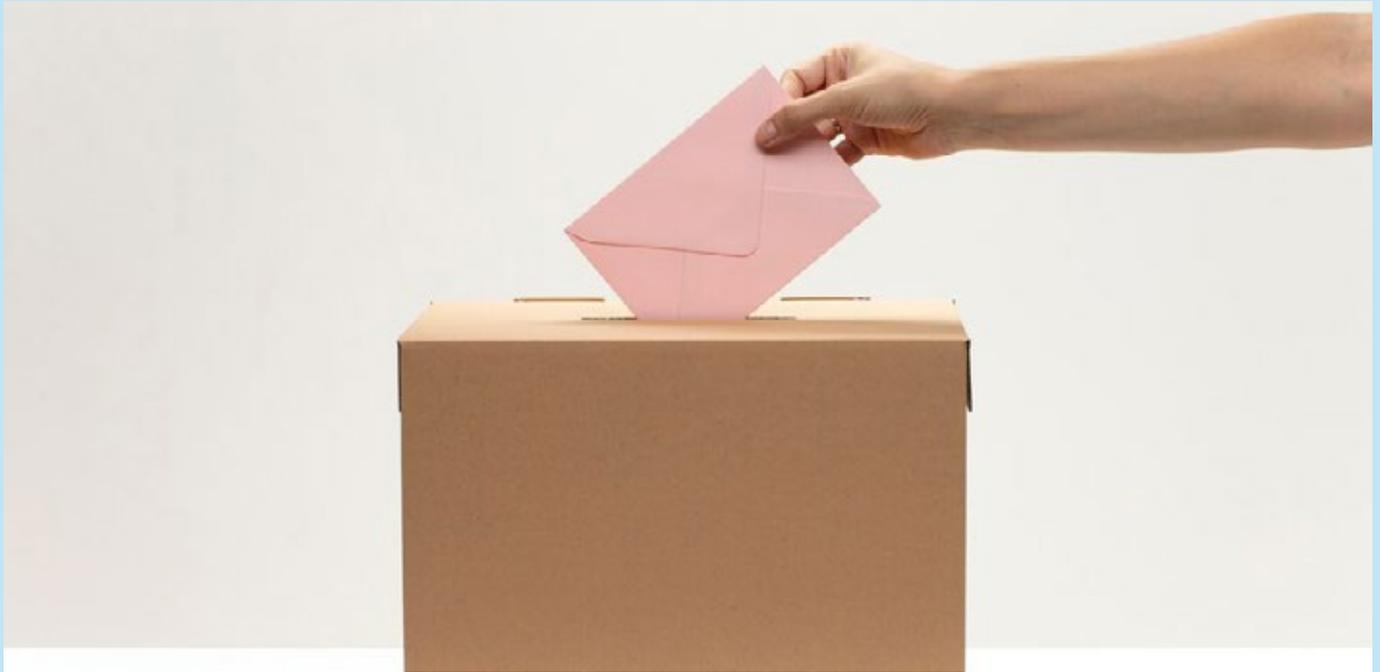


Recherche scientifique

Les structures de recherche



Evolution du nombre du structure de recherche



Résultats des élections et pluviométrie

Y a-t-il une fatalité des chiffres?

Le soir des élections, SIGMA a osé afficher des chiffres avant tout le monde et a tapé dans le mille. J'imagine le niveau de lapidation qu'aurait subi le pauvre Hassan si ses chiffres s'étaient avérés erronés, d'autant plus que, dans ce domaine, qu'on le veuille ou pas, nous n'avons pas beaucoup d'expérience.

Et les appellations de ce qu'a fait SIGMA diffèrent selon les experts et les appartenances; 3C études a été plus prudent et n'a commencé à livrer ses chiffres que plus tard sur une chaîne de moins grande écoute, mais qui n'ose pas ne récolte rien. Et pour

un coup d'essai, ce fut un coup de maître!

Du coup, on peut se demander pourquoi avoir dépensé tout cet argent –un calcul sommaire montre qu'un député revient de 10.000 à 1 million de dinars selon les partis. Si on y ajoute les frais engagés par l'Etat, une campagne comme celle-ci coûterait au moins 50 millions de dinars et peut atteindre les 8 zéros –mais ça c'est un autre sujet aussi complexe qu'opaque, ce qui peut amener à se poser une question très simple: "la fameuse démocratisation a un coût ou a un prix?"

Revenons aux résultats des élections et à l'avalanche de chiffres qui nous inondent et à tous ces exégètes qui se sont remis sur les plateaux de télé pour analyser, commenter, tirer des conclusions et tutti quanti. Je ne vais pas y mettre aussi mon grain de sel si ce n'est d'une manière que vous commencez à connaître et, j'espère, à apprécier aussi!

Il y a une seule et principale observation à faire: le découpage a suivi presque à la lettre les étages bioclimatiques du pays! Cette terminologie barbare est très bien expliquée dans

GOOGLE. Vous serez surpris du parallèle!

Alors, j'ai essayé d'être plus explicite en considérant les informations collectées auprès de l'ISIE sur le découpage par région des résultats par parti politique et les données relatives aux pluies moyennes de chaque région mesurées sur une très longue période et qui sont très représentatives de la climatologie du pays.

Les résultats sont donnés dans le tableau ci-joint et les commentaires explicatifs sont donnés ci-après:

- Le pays est découpé en 24 gouvernorats et les votes de l'étranger ont été regroupés sous le label "étranger". Par ailleurs, il a été considéré que la pluviométrie moyenne du pays –moyenne des pluies des gouvernorats était de 337 mm valeur extrêmement faible avec des écarts de plus de 1000 mm au nord et moins de 100 mm au sud-, ce qui fait la diversité du pays et sa richesse.

- Pour chaque gouvernorat ou ensemble de gouvernorats, il a été décompté le nombre de sièges par famille électorale: NIDAA TOUNES, AFEK TOUNES et MOUBADARA sont naturellement alliés; le CPR continuera à traîner ses guêtres derrière ENNAHDHA; il apparaît un troisième groupe que nous

avons appelé "ARBITRE" qui regroupe des gens très différents comme par exemple JABHA et UPL –avec ces deux partis, on est en plein CHODERLOS DE LACLOS où le vice et la vertu se livrent un combat acharné– et les indépendants;

Sur la base de ces données, il a été calculé:

o L'indice pluviométrique, qui est le rapport de la pluie de la région à la pluie moyenne du pays et ces valeurs, varie dans un rapport de 1 à 10;

o Pour chaque région, deux chiffres ont été calculés:

- Le rapport des voix entre NIDAA et ENNAHDHA qui varie de 300% à 20%,
- Le poids des voix des arbitres, très variable, va de 0 à 50%,

La lecture de ces calculs –et il y en aura d'autres, je pense même qu'il y aura des thèses– montre certaines constantes.

La frange côtière a généralement voté NIDAA, et le changement se fait à partir de SFAX; là où il n'a plus de plages;

Le nord bien arrosé vote dans le même sens que la côte;

- Le centre a des comportements diversifiés,

par exemple tourne le dos aux structures classiques, alors que le poids des structures arbitrales est très élevé dans les régions qui ont subi dans leur chair les trois dernières années...

- Le sud est totalement intransigeant et vote contre ce qu'il considère une suite de l'ancien régime.
- Une première approche qui demande à être approfondie montre que:

Pour les régions où il pleut plus de 400 mm et généralement régulièrement, le pays reste attaché à ses structures existantes, bien que le nord-ouest n'ait pas beaucoup profité du développement.

Le centre où il pleut entre 400 et 200 mm, la situation est et restera variable et instable, et le quasi équilibre des voix à SFAX sous-capitale régionale est caractéristique de cet équilibre fragile.

En dessous de 200 mm, il y a du travail à faire...

Et si les politiciens pensent que gouverner c'est prévoir, LYAUTEY a précisé que «GOUVERNER C'EST PLEUVOIR».

Ibtissem

(1 novembre 2014)

RADIO DIASPORA TUNISIA

*the voices of
the diaspora*



in partnership with



KIOSQUE



LeMag n°105

- Budget 2023 : Le gouvernement Bouden propose des mesures urgentes à prendre
- «Le décret présidentiel sur la réconciliation pénale est inapplicable», affirme Faouzi Abderrahmane
- Fuite des cerveaux tunisiens
- Les beignets de Ghomrassen au patrimoine mondial de l'Unesco?



LeMag n°101

- IDE : Forte augmentation des investissements étrangers
- Impact de la dévaluation du dinar sur les entreprises publiques
- De l'air pour ne plus avoir soif à l'école
- La nouvelle Golf 8 en Tunisie



LeMag n°99

- Guerre en Ukraine : L'onde de choc économique sur la Tunisie
- Pas de réduction du déficit énergétique et des prix de l'électricité sans énergies renouvelables
- Suppression des autorisations pour 12 activités économiques
- «El Hadhra» de Fadhel Jaziri : Transe au cœur de la Cité



LeMag n°91

- Risque Tunisie : Fortes pressions sociales et internationales
- Les exportations du jean tunisien aux USA ont bondi de 69% en 2021
- 1,5 million de Tunisiens auraient payé 570 MDT de pot-de-vin en 2020
- «Yallaa» ou la découverte des joies de la création avec Rania Werda



LeMag n°85

- Marché financier 2021 : Quel bilan ?
- Loi de finances 2022 : Les sociétés de Commerce International en colère
- Loi de Finances 2022 : Créances fiscales, réduction des pénalités et facilités de paiements
- Récit d'une aventure artistique de Rached Zarrai Miladi



LeMag n°79

- Recouvrement : Un frein à la pérennité de l'entreprise
- Re*Connectt, promouvoir les femmes évoluant dans l'IT
- Marché de l'automobile: Des immatriculations en légère baisse en octobre
- La Tunisie n'a pas besoin du FMI pour financer son économie



بنك تونس و الإمارات
Banque de Tunisie et des Emirats

Épargnez pour un avenir durable

Votre argent contribuera à financer
des projets écoresponsables

ÉPARGNE
GREEN SAVE



Hyundai Creta

Une fusion parfaite entre l'élégance et la robustesse.



*Étude IPSOS – Qualimétrie
Septembre à Novembre 2023
Plus d'infos sur escda.tn

www.hyundai.com.tn

 **HYUNDAI**